



Les temps changent, renouvellement générationnel et évolutions politiques en France

Vincent Tiberj

► To cite this version:

Vincent Tiberj. Les temps changent, renouvellement générationnel et évolutions politiques en France. *Revue française de sociologie*, 2013, 54 (4), pp.741 - 776. hal-01719504v1

HAL Id: hal-01719504

<https://sciencespo.hal.science/hal-01719504v1>

Submitted on 28 Feb 2018 (v1), last revised 19 Oct 2018 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les temps changent, renouvellement générationnel et évolutions politiques en France

Vincent TIBERJ

Résumé. L'impact du renouvellement générationnel sur la vie politique et citoyenne reste trop souvent négligé dans les débats publics et scientifiques. Les raisons de ce désintérêt tiennent à la fois à la prégnance et aux apports des études sur la socialisation primaire ou les effets de cycle de vie, et à une focale de la recherche sur les générations politiques au sens de Karl Mannheim. Pourtant, l'analyse par cohorte du placement à gauche ou à droite des Français depuis les années 1970 permet de mettre en évidence des transformations majeures. Le renouvellement générationnel n'est pas politiquement neutre. Il handicape la droite et fait progresser la part des « non-alignés ». À travers le renouvellement générationnel se donne alors à voir la transformation en profondeur des notions de gauche et de droite, due notamment à l'émergence des enjeux culturels, mais également une redéfinition des rapports à la politique en général et au vote en particulier.

Mots-clés. COHORTES – AXE GAUCHE/DROITE – *NEW POLITICS* – VALEURS – DÉFIANCE

Le débat public ne traite pas de toutes les évolutions sociales et démographiques avec la même attention. Certaines occupent une place centrale dans nos conceptions sociale et politique et nos préoccupations, quand d'autres restent aux marges. Ainsi, les inégalités dues au cycle de vie – qu'elles se situent à l'entrée du marché du travail ou à sa sortie – font régulièrement l'objet de débats, quand les inégalités d'opportunité – qui distinguent de leurs puînés les individus, nés dans les années 1940 et 1950, dont les parcours de vie ont rencontré le faste des Trente Glorieuses (Chauvel, 2010 ; Peugny, 2009) – peinent encore à être reconnues.

Il en va ainsi du renouvellement générationnel dont on peut penser qu'il est tout aussi important pour comprendre les évolutions de la société française que la montée en puissance d'un « pouvoir gris » (Viriot-Durandal, 2003) porté par le vieillissement de la population. Ainsi, en 1981, au moment où François Mitterrand arrive au pouvoir, 42 % des électeurs sont nés avant-guerre – dont plus du quart (28 %) en 1930 ou avant. En 2012, les mêmes ne pèsent plus que 11 % dans les urnes (et 2 % pour ceux nés en 1930 ou avant). En revanche, la moitié des électeurs de 2012 n'avaient pas encore atteint l'âge de voter en 1981 (18 % n'étaient même pas nés) et en 1988, lors de la réélection de Mitterrand, 36 % ne pouvaient pas voter.

Pour la recherche en sociologie politique, le renouvellement générationnel est également trop souvent absent. L'âge et les effets de cycle de vie font bien partie des manières d'appréhender les phénomènes sociopolitiques. Les sondages

électorales de 2012 ont servi de prétexte à de nombreux débats sur les ressorts du vote des « jeunes » et le soutien apporté au président sortant par les plus âgés, mais ils ont très rarement été l'occasion d'une interrogation sur un possible « vote de cohortes ».

Oui, les « jeunes » et les « seniors » ont des intérêts et des besoins propres et légitimes. Oui, la question du cycle de vie est une question majeure dans les sciences sociales en général, et en sociologie politique en particulier, pour comprendre la manière dont se créent le rapport à la politique dans les années de jeunesse ou les conditions du maintien du lien social dans les troisième et quatrième âges (Thomas, 1996). Mais faut-il pour autant ne pas se préoccuper d'éventuels effets de cohortes, comme c'est trop souvent le cas ? L'arrivée d'électeurs qui ont grandi à l'ère du chômage de masse et de la montée des emplois précaires, mais aussi à celle du Front national, est-elle en mesure de changer la donne politique française ? Après tout, leurs conceptions du monde, du rôle de l'État ou même leurs priorités politiques ne peuvent-elles pas différer fortement de celles d'électeurs qui ont vécu dans la société d'abondance et d'ascension sociale des années 1960 et 1970 ? La socialisation qu'ont reçue les électeurs nés avant la Seconde Guerre mondiale ne pèse-t-elle pas sur leurs conceptions politiques et leur appréhension des débats qui séparent gauche et droite aujourd'hui ?

Il s'agit ici de tester l'hypothèse d'un impact politique du renouvellement générationnel. Premièrement, on s'interrogera sur les raisons de cette utilisation trop rare des cohortes dans la sociologie électorale. On verra ainsi qu'une approche cohortale peut compléter notre compréhension de la vie politique française, dès lors que l'on s'écarte du prisme des « générations politiques ». Deuxièmement, on mettra en évidence que les cohortes se distinguent bien politiquement. Pour ce faire, on se penchera sur l'une des caractéristiques les plus structurantes politiquement, le positionnement gauche/droite. À partir des enquêtes « Eurobaromètres » publiées entre 1976 et 2009, on montrera que les cohortes se distinguent tant en termes d'équilibre gauche/droite que de rapport au politique. Troisièmement, on tentera d'expliquer ces distinctions en montrant d'une part le poids du passage d'une « ancienne politique » à une « nouvelle politique » (Knutsen, 1996), notamment avec la montée en puissance des valeurs culturelles, et d'autre part la transformation profonde du rapport à la politique à travers l'érosion de la « citoyenneté de devoir » (Dalton, 2007).

L'analyse cohortale en sociologie politique : les raisons d'un angle mort

La sociologie française a vu se développer très fortement les analyses par cohorte à la suite des travaux de Claudine Attias-Donfus (1988) ou de Louis Chauvel (1998). Pourquoi n'en a-t-il pas été de même en sociologie politique, un champ disciplinaire pourtant très proche ? Cela peut s'expliquer de différentes façons : d'abord par les nombreux résultats accumulés sur les effets de « cycle de vie », ensuite par la popularité de la théorie des générations politiques de Karl Mannheim ([1928] 1990), et enfin, par une certaine culture empirique qui freine le développement de l'analyse cohortale.

Des effets de cycle de vie indiscutables

Nombre de travaux ont observé les effets d'âge et de cycle de vie, d'abord sur les jeunes, mais aussi sur les plus âgés. L'opposition entre jeunes et vieux est souvent abordée et différentes arènes sont couvertes, que ce soit les partis et organisations politiques, le lieu de travail (Cottureau, 1979) ou les urnes (Rouban, 2004).

Une grande part de ces travaux portent sur la socialisation des « jeunes électeurs » et se concentrent sur leur période de formation et d'entrée dans la citoyenneté. Annick Percheron a ainsi inauguré en France un courant de recherche particulièrement fructueux, à commencer par la formation du rapport au politique dans l'enfance (1974), en parallèle et en dialogue avec les travaux anglo-saxons (notamment Easton et Dennis, 1969). Anne Muxel (2001a), à travers son concept de « moratoire politique », a grandement contribué à notre compréhension du processus par lequel les jeunes entrent peu à peu dans leur rôle de citoyen. Arrivés à l'âge électoral, ils se caractérisent par la volatilité, tant face au choix de voter ou de ne pas voter que face au choix d'un candidat. À mesure qu'ils franchissent les étapes de l'entrée dans la vie adulte (décohabitation avec les parents, mise en couple, fin des études et entrée sur le marché du travail), leur rapport au politique va progressivement se cristalliser. Cela n'est pas sans rappeler les travaux anglo-saxons fondateurs qui expliquent la (relative) stabilité de l'identification partisane aux États-Unis par la structuration progressive du rapport aux deux grands partis américains au cours des premières expériences électorales des individus (Campbell *et al.*, 1960). David Butler et Daniel Stokes (1970), repris par Mark Franklin (2004), considèrent que le rapport au vote comme acte se constitue dans les années de jeunesse : la condition nécessaire pour devenir un votant régulier serait alors d'avoir voté à trois élections successives dans ces années-là, faute de quoi les individus concernés deviendraient au mieux des électeurs intermittents, sinon des abstentionnistes constants. Ces travaux ont beaucoup apporté à notre compréhension du rapport au politique mais leur succès et les phénomènes qu'ils ont mis en évidence ont limité la possibilité d'autres « conjugaisons des temps sociaux », notamment par l'analyse cohortale. Le succès en sociologie politique de la théorie des générations politiques en a encore freiné l'usage.

Le trompe-l'œil de la génération

Dans sa recension des utilisations du terme « génération », Annick Percheron (1993) est représentative à la fois de l'attrait du modèle des générations de Mannheim et du relatif désintérêt pour les cohortes. Elle distingue plusieurs usages. Le premier renvoie à la distinction entre grands-parents, enfants et petits-enfants. Une deuxième acception du terme se réfère à des positions dans le cycle de vie¹. Le troisième usage, qui va devenir dominant en science politique, s'applique à des individus ayant connu un événement significatif à un même moment de leur vie. Cet usage va devenir particulièrement populaire dès lors que l'on parle de « génération politique », au détriment notamment du quatrième usage, celui de cohorte. Pour Percheron, ce dernier usage renvoie uniquement à la problématique des âges (ce qui est vrai dès lors que l'on travaille sur une seule

1. C'est ainsi que l'on parle de solidarité intergénérationnelle lorsqu'il s'agit de décrire les transferts sociaux entre actifs et retraités par exemple.

enquête). Avec beaucoup d'autres, notamment rassemblés par Marie Cartier et Alexis Spire dans un numéro de *Politix* (2011), elle s'est donc engagée dans la recherche des « générations politiques » au sens de Mannheim.

Les conditions d'émergence de telles générations politiques vont ainsi devenir un enjeu scientifique majeur. Un événement n'est pas suffisant pour créer une génération et Mannheim fait une distinction importante : « La situation de génération (ou génération potentielle) regroupe les individus situés à un moment donné dans un espace donné. Cette situation n'est cependant pas suffisante pour faire génération. Pour qu'elle le devienne, il faut que les individus soient confrontés à un événement particulier potentiellement déstabilisateur. »² « Nous ne parlerons d'un ensemble générationnel que lorsque des contenus réels, sociaux et intellectuels établissent précisément dans cet espace de la déstabilisation et du renouvellement, un lien réel entre les individus qui se trouvent dans la même situation de génération. » Ce n'est qu'alors qu'une génération politique est susceptible d'émerger, et encore : Mannheim rappelle l'importance des cercles intellectuels, capables de créer les clés de lecture, pour qu'une conscience de génération émerge et soit entretenue.

Ces générations politiques sont plutôt rares en sociologie électorale et un peu plus courantes dans la sociologie des élites politiques et partisans. Ainsi, Kent Jennings (1987), à partir du panel d'une cohorte ayant achevé ses études secondaires aux États-Unis en 1965, a pu mettre en évidence une « génération de la protestation », durablement marquée par les mouvements étudiants de l'époque. Parmi les individus interrogés, tous n'ont pas participé aux mouvements étudiants (en l'occurrence, seul un tiers de ceux qui ont poursuivi leur scolarité dans le supérieur). Mais les opinions et attitudes de ceux qui y ont effectivement participé en ont été durablement affectées (jugements sur les candidats républicains à l'élection présidentielle, identification partisane, opposition à la prière à l'école, soutien au rôle de l'État fédéral ou aux libertés civiles). Pour résumer, au sein de cette cohorte, il existerait bien une « génération politique » produite par la participation commune à des événements marquants lors de ses années de jeunesse. Dans le cas français, on peut également rappeler les générations 68 et guerre d'Algérie identifiées par Percheron (1993).

Cette recherche de génération politique en sociologie quantitative s'avère assez souvent infructueuse, faute d'événements suffisamment marquants : cela explique aussi le faible recours aux analyses cohortales. Ainsi, alors même que le 21 avril 2002 a été un moment politique marquant des années 2000, peut-on en déduire qu'il a créé une génération politique ? Ce n'est donc pas un hasard si ce concept de génération politique est plus courant dans l'étude des élites et des militants politiques. Ainsi, le numéro de *Politix* déjà cité fait état de telles générations dans les organisations de buralistes ou d'avocats, parmi les enseignants du secondaire ou les dominicains. Mais, dans ce type d'univers social, cela se comprend. D'abord, le simple jeu de la sélection sociale et politique qui prévaut dans l'adhésion à une organisation politique ou professionnelle induit que les militants se démarquent de l'ensemble de la population par leur plus fort niveau de compétence et d'intérêt pour la politique. Il y a dès lors de grandes chances pour que les événements susceptibles de « faire génération » ne leur aient pas échappé. Surtout, ils évoluent dans un réseau social où ces mêmes événements ont de fortes chances d'être régulièrement rappelés et où

2. Cité par Drouin (1995, p. 22).

leur mémoire est donc entretenue. C'est ainsi que Marie-Claire Lavabre (1994) a pu identifier différentes générations de militants communistes qui se distinguent notamment par leur moment d'adhésion et les différentes strates de la mémoire communiste auxquelles ils ont été confrontés. Dans la même veine, Florence Joshua (2007) identifie différentes générations de militants de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) entre les « gardiens du temple » des années 1960 et 1970 et ceux ayant adhéré dans les années 1990 et 2000, socialisés dans la culture « alter ». Un univers politisé et fondé sur l'interconnaissance et l'entretien d'une mémoire est donc bien propice au concept de génération politique.

Cette focale autour des modes de constitution des générations politiques, qui a prouvé son intérêt pour comprendre nombre de phénomènes, limite aussi l'appréhension des effets qui peuvent être associés aux cohortes. Ainsi, en se concentrant sur les conditions d'émergence de telles générations – par définition rares et marquantes –, laisse-t-on de côté ces événements ou processus de « basse intensité » qui peuvent tout aussi bien imprimer leur marque sur les individus, de manière plus ou moins consciente. Autrement dit, à chercher les « grands événements », on peut passer à côté des processus graduels et diffus tout autant capables de forger des opinions ou des attitudes et qui distinguent certaines cohortes de celles qui les ont précédées ou qui les suivront. Le 21 avril 2002 n'a guère changé la donne, notamment sur la participation électorale, mais les nouveaux électeurs des années 2000 sont-ils pour autant identiques à leurs homologues nés dans les années 1970 ou, *a fortiori*, à ceux nés dans les années 1960 ? Pour ces nouveaux citoyens, le mur de Berlin appartient déjà à l'histoire, et le communisme et l'anticommunisme – qui ont tant contribué à façonner l'ordre électoral des années 1970 (Martin, 2000) – n'évoquent sans doute pas grand-chose. De même, Mitterrand, et les combats des années 1970 qui ont amené à sa victoire en 1981, sont au mieux une mémoire « de seconde main » transmise lors des réunions de famille, pour peu que ces souvenirs aient été racontés. Pourtant, un autre contexte a pu suffisamment structurer cette cohorte des années 1980 pour que se forge un rapport spécifique au politique, capable de perdurer alors même que ces individus vont franchir, les unes après les autres, les étapes de leur cycle de vie. Les effets de cohortes sont donc envisageables théoriquement, sans avoir à satisfaire au schéma des générations politiques.

Une question demeure cependant : pourquoi la sociologie politique quantitative les a-t-elle laissés de côté si souvent en France, à l'exception de quelques travaux remarquables (Drouin, 1995 ; Tournier, 2004 ; Schweisguth, 1998 ; Mayer et Roux, 2004) ? Au-delà du prisme théorique qui peine à les penser, on peut aussi y voir une question de prisme empirique, de culture des données en quelque sorte.

Une approche trop mono-enquête

Pour se rendre compte de l'influence de cette culture empirique, les rapports d'instituts de sondage sont particulièrement intéressants. Se donnent à voir des « routines de pensée » sociales, des manières de classer et donc de légitimer certaines lectures de résultats d'enquêtes plutôt que d'autres. La persistance de l'indicateur « profession du chef de ménage » démontre que la conception du foyer reste dominée en France par le modèle du *male-breadwinner* (Lewis, 1992). Ces variables de tri routinisées sont mobilisées alors même que leur incidence sur les questions de sondage peut être marginale. Ainsi, ce n'est pas tant une logique explicative du phénomène qui justifie le choix des variables de tri mais bien les

modes de pensée du social des sondeurs. Sinon, on verrait plus souvent des « variations dans les variables ».

Or, parmi ces variables, on trouve systématiquement l'âge – selon des coupures qui font d'ailleurs rarement débat³ alors même que les frontières entre les âges de la vie sont de plus en plus floues (Van de Velde, 2008 ; Le Hay *et al.*, 2011) – mais jamais la cohorte de naissance. Affaire d'accessibilité de l'information sans doute, l'âge étant une catégorie d'analyse plus courante au quotidien, l'année de naissance, est aussi le révélateur de la domination du cycle de vie dans nos représentations. D'ailleurs, dans une enquête unique, et seulement dans ce cas, on peut en effet considérer âge et cohorte comme les deux faces d'un même phénomène. Pour une enquête menée en 2008, les 18-24 ans forment la cohorte née entre 1984 et 1990.

Pourtant, dès lors que l'on dispose de plusieurs points d'enquête suffisamment espacés dans le temps, on pourra distinguer dans les opinions individuelles ce qui relève de la position des individus dans leur cycle de vie de ce qui peut tenir à leur moment de naissance, à condition toutefois que ne viennent pas se mêler des effets de période. Ainsi, deux enquêtes menées l'une en 2008 et l'autre en 2018 permettront de suivre la cohorte 1984-1990 à deux moments de son cycle de vie : en 2018, ces individus auront alors entre 28 et 34 ans et seront passés, *a priori*, à une nouvelle étape de leur existence.

Or, la sociologie électorale française est finalement pauvre en matière d'enquêtes : la première étude académique a eu lieu en 1978, la seconde en 1988 et la troisième en 1995. C'est d'ailleurs à cette date que Vincent Drouin (1995) a mené la première analyse des effets de cohorte sur le vote en France mais sa tentative n'a pas fait école par la suite : l'essentiel des travaux récents portent généralement sur une seule enquête. Même si des rappels historiques sont régulièrement publiés autour des évolutions d'une ou de plusieurs questions, ceux-ci sont faits soit au niveau de l'ensemble de l'électorat, soit au niveau des groupes « canoniques » comme la classe sociale, le genre, la pratique religieuse et... les classes d'âge.

L'analyse cohortale souffre donc à la fois d'une culture d'enquête et d'une culture de recherche qui ne lui font pas pleinement sa place. Une des dernières raisons a trait aux modes de financements des enquêtes sociopolitiques : les institutions françaises ont tendance à ne subventionner que des enquêtes à finalité unique. Ainsi les panels politiques (Le Hay, 2009) se développent en France, mais trop souvent sur un laps de temps relativement limité (d'avril à juin 2002 et 2007 par exemple⁴). Le panel mené par Muxel (2001b) est la seule enquête française de long terme. Elle a saisi l'entrée en politique progressive des primo-électeurs de 1988 mais, même dans ce cadre, la problématique des cohortes reste secondaire par rapport à un questionnaire relatif au cycle de vie. Une seule cohorte est suivie et il est difficile, dès lors, de mettre en avant ses spécificités. Ainsi, Muxel explique la solidarité de ses interviewés de droite et du centre avec les grèves de 1995 par leur participation au mouvement lycéen des années 1986-1987. Cette cohorte est-elle si singulière parmi celles arrivées en âge de voter dans les années 1980, ou ne s'inscrit-elle pas néanmoins dans un mouvement plus large d'acception de la participation non conventionnelle ? L'analyse par cohorte voit son essor freiné par des obstacles à la fois théoriques et empiriques. Pourtant, les enquêtes pertinentes pour faire ces analyses existent.

3. Annick Percheron et Jean Chiche (1988) s'en étaient d'ailleurs étonnés.

4. Le panel ELIPSS peut changer la donne dans les années à venir.

Gauche et droite, une affaire de cohortes ?

Dans cet article, on s'appuiera notamment sur le cumul des « Eurobaromètres » élaboré par l'université de Mannheim et couvrant la période 1970-2002, complété pour la période 2003-2009 – date à laquelle le positionnement gauche/droite disparaît des enquêtes. Bien sûr, ce type de données ne permet pas de suivre les mêmes individus à différents moments de leur vie – en cela, il nous manquera la possibilité de raisonner sur les changements au niveau individuel – mais il autorise le suivi et l'analyse dans le temps des groupes, et notamment des cohortes.

Pour montrer l'impact du renouvellement générationnel, on s'est attaché à analyser les évolutions du placement gauche/droite (Graphique 1). Malgré un discours qui les considère comme dépassées, gauche et droite font partie des catégories politiques réputées les plus centrales et les plus stables. Non seulement elles constituent des références biséculaires dans l'Hexagone, mais elles sont parmi les premières clés de compréhension auxquelles les enfants accèdent dans leur processus de socialisation en France (Percheron, 1974) et restent la première définition politique des individus, à la différence des États-Unis où l'identification partisane prime⁵.

Nous avons également fait ce choix pour des questions de comparabilité dans le temps. On aurait pu prendre d'autres variables, comme la proximité partisane ou le vote par exemple, mais le système partisan a profondément évolué depuis le « quadrige bipolaire » des années 1970 – avec l'institutionnalisation de partis comme le Front national ou les écologistes qui rend la comparaison plus complexe. Surtout, comme le fait remarquer Muxel, le vote « engage peu l'individu, en tout cas moins que d'autres attributs de son identité politique, et reste soumis aux effets de conjoncture. Les individus peuvent hésiter, changer leur vote, sans pour autant remettre en question leurs attaches politiques initiales plus ou moins fondatrices » (Muxel, 2011, p. 26). D'ailleurs, selon l'auteure, c'est le positionnement gauche/droite qui reste l'attache politique la plus prégnante.

En faisant le choix du positionnement gauche/droite, l'analyse gagne aussi en densité. L'ensemble de la période, et notamment les années de politique ordinaire, sont ainsi couverts et non les seules échéances électorales, lesquelles sont, *a fortiori*, de plus en plus sensibles au contexte immédiat. Cependant, ce choix a un prix en termes de nuances politiques, au sein de la gauche mais surtout face au Front national⁶.

5. Sur cette problématique générale des repères politiques, de leurs types et de leur hiérarchie cognitive entre la France et les États-Unis, la littérature a été abondante : voir, notamment, Philipp E. Converse et Roy Pierce (1993), Christopher J. Fleury et Mickael Lewis-Beck (1993), Annick Percheron et Kent Jennings (1981) et Vincent Tiberj (2004).

6. Pour certains auteurs (Chiche *et al.*, 2000 ; Grunberg et Schweisguth, 1997), la politique des années 1990 est de nature tripartite (gauche/droite/Front national). Cette conception permet effectivement de bien comprendre les

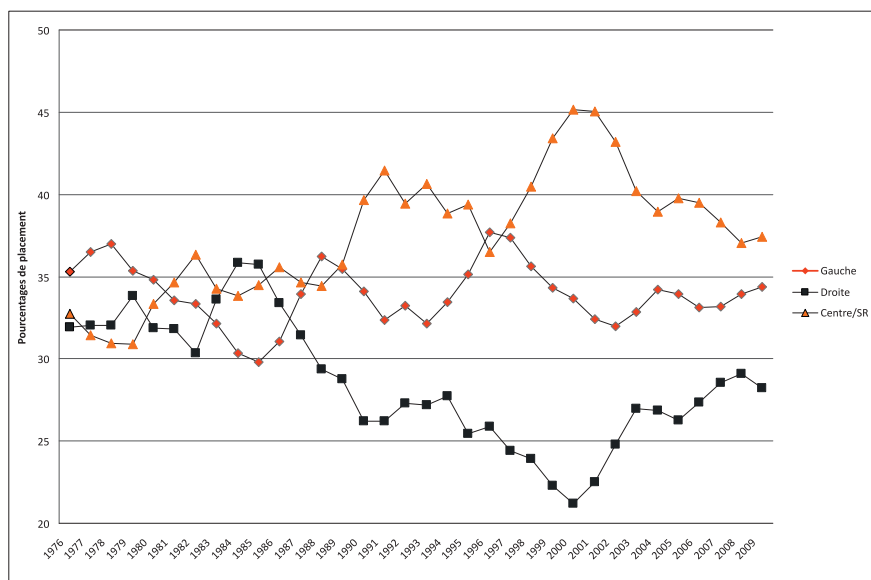
logiques de vote aux premiers tours des élections entre 1995 et 2002, mais elle ne rend compte que d'une partie du phénomène : 1) elle ne s'applique pas aux seconds tours des élections présidentielles ou législatives qui se jouaient généralement entre gauche et droite ; 2) elle se fonde sur des votes et des liens partisans dont on sait qu'ils restent fragiles et instables (Chiche, Haegel et Tiberj, 2004), à la différence du positionnement gauche/droite comme on l'a vu précédemment ; 3) les évolutions politiques récentes ont effrité les différences de nature entre droite et extrême-droite (Mayer, 2007 ; Tiberj, 2012).

Notre variable d'intérêt a été recodée en trois positions : gauche/droite/centre et refus (que l'on désignera aussi comme les « non-alignés »). Ce découpage peut être discuté compte tenu de l'échelle de réponse utilisée dans les « Eurobaromètres » (de 1 à 10). Le lecteur intéressé pourra se référer à l'Annexe 1 du présent article qui justifie notre démarche.

Pour tester l'hypothèse d'un impact du renouvellement générationnel, on a choisi un découpage cohortal neutre, fondé sur les décennies de naissance. Une autre possibilité aurait été d'appuyer notre découpage sur des moments marquants de la vie politique française (Denni, 2011), mais la démarche se serait alors apparentée à une recherche de générations politiques. De plus, en se fondant sur des divisions purement arithmétiques (et donc arbitraires), le test de l'impact des cohortes s'avère encore plus exigeant.

Les hauts et les bas du positionnement gauche/droite

GRAPHIQUE 1. – *Le placement politique en France entre 1976 et 2009*



Source : Mannheim Eurobarometer Trend File, complété par Tiberj. Les données ont été lissées sur une période de trois ans.

Lecture : Proportions annuelles de personnes interrogées se plaçant à gauche, à droite, ou ni à gauche ni à droite.

Le positionnement gauche/droite évolue en France, et de manière conséquente. Sur l'ensemble de la période, 34 % des personnes interrogées se sont placées à gauche, mais cette fréquence oscille entre un minimum annuel de 30 % (en 1985) et un maximum de 38 % (en 1996)⁷. L'écart type de la série est de 1,8 point de pourcentage. Les variations du placement à droite sont encore plus importantes puisque si, sur l'ensemble de la période, la moyenne est de 29 %, le minimum est de 21 % (en 2000) et le maximum de 36 % (en 1985), avec un écart type de 3,8. Enfin, si deux des trois modalités de réponse évoluent, il en va de même pour la dernière. Le non-placement ou le placement au centre de l'axe gauche/droite est choisi par 37 % des personnes interrogées sur l'ensemble de la période, avec un minimum de 31 % en 1979 et un maximum de 45 % en 2001 (écart type de 3,9).

Ces hauts et bas du positionnement gauche/droite mériteraient une analyse en soi, qui n'a pas sa place ici. On peut toutefois faire trois remarques. D'abord, ces évolutions semblent suivre une logique thermostatique (Wlezien, 1995) : quand un camp est au pouvoir, les Français qui s'en réclament sont de moins en moins nombreux. Pour la gauche, c'est particulièrement flagrant des années 1970 jusqu'au début du second mandat de Jacques Chirac⁸. En cela, la France présente un profil assez comparable à celui des évolutions de l'identification partisane aux États-Unis (Erikson, MacKuen et Stimson, 2002). Ensuite, le regain de défiance des électeurs français à l'encontre de la politique s'exprime par une augmentation du nombre de personnes interrogées se situant au milieu de l'axe gauche/droite, ou refusant de s'y positionner⁹. Enfin, les années 2000 se caractérisent par une certaine remontée de la droite au détriment des « non-alignés » – ce qui explique en partie le succès de Nicolas Sarkozy en 2007.

Le destin idéologique des cohortes

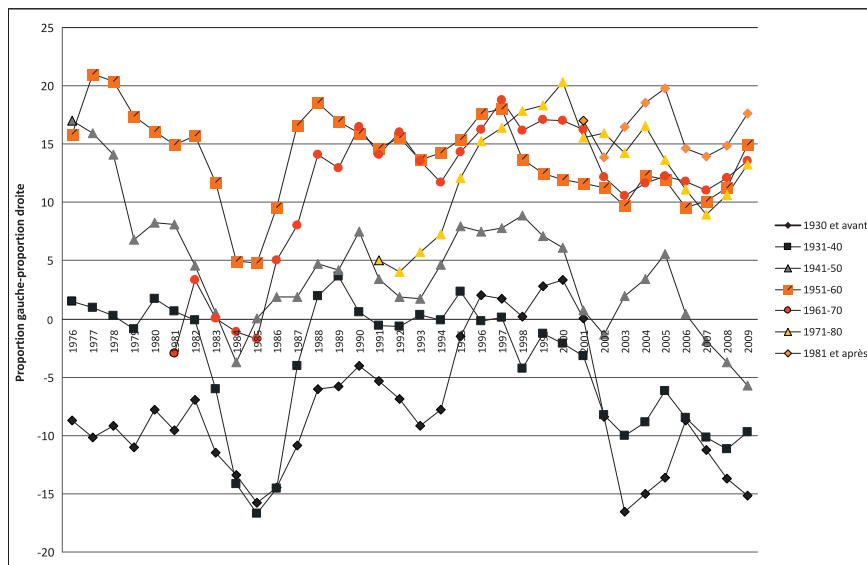
Les cohortes se distinguent les unes des autres par deux éléments : d'abord leur équilibre gauche/droite interne, ensuite la proportion d'individus qui ne se placent ni à gauche, ni à droite.

7. On retrouve le même phénomène dans les enquêtes menées par TNS-Sofrès dans les années 1980 et 1990 (Marcel et Witkowski, 2003).

8. On assiste à une baisse du nombre de personnes se situant à gauche entre 1981 et 1985 (- 3,5 points) puis à une remontée lors des deux années où Chirac est Premier ministre (+ 5 points) ; à une nouvelle baisse entre 1988 et 1992 (-3 points), à une nouvelle remontée jusqu'à la dissolution de 1997 (+ 5 points) et de nouveau à une érosion jusqu'en 2002 (- 5 points).

9. On constate deux montées progressives de ce phénomène : la première débute avec la réélection de Mitterrand, la seconde correspond aux années du gouvernement de Jospin. Dans les deux cas, la baisse du nombre de sympathisants du camp au pouvoir – prévue par l'effet thermostatique – se traduit par une augmentation du nombre des « non-alignés » plus que par l'augmentation des sympathisants du camp adverse, comme si les deux termes de l'alternative politique ne satisfaisaient pas les électeurs. Ce phénomène culmine en 2001, les non-alignés représentant 45 % des personnes interrogées (contre 30 % à la fin des années 1970).

GRAPHIQUE 2. – *Les équilibres idéologiques au sein des cohortes*



Source : Mannheim Eurobarometer Trend File complété par Tiberj. Les données ont été lissées sur une période de trois ans.

Lecture : Pour chaque année, et chaque cohorte, on a soustrait à la proportion des individus se plaçant à gauche celle de ceux se situant à droite. Un score nul signifie un équilibre entre gauche et droite ; un score négatif correspond à un alignement de la cohorte à droite, et un score positif à un alignement à gauche.

En matière d'équilibre gauche/droite, les écarts entre cohortes sont particulièrement importants. Ainsi, les cohortes nées avant-guerre paraissent les plus favorables à la droite, en début comme en fin de période (Graphique 2). Celles nées dans les années 1950 et après sont, en revanche, particulièrement favorables à la gauche. Par exemple, la cohorte d'électeurs nés en 1930 ou avant se caractérise par une avance moyenne de la droite sur la gauche de 8 points de pourcentage. Seule exception au sein de cette cohorte, la période du gouvernement de Lionel Jospin où les individus ont été légèrement plus nombreux à se positionner à gauche qu'à droite. La deuxième cohorte la plus à droite est celle des individus nés dans les années 1930. Sur l'ensemble de la période, la gauche accuse un retard moyen de 4 points, retard pouvant aller jusqu'à 10 points dans les années les plus défavorables (le milieu des années 1980 et le second mandat de Chirac). À certaines périodes, notamment sous le mandat de Valéry Giscard d'Estaing, la gauche a fait jeu égal avec la droite.

Une cohorte se distingue – et c’est la seule – par une droitisation progressive sur l’ensemble de la période : celle des individus nés dans les années 1940. En moyenne sur la durée, la gauche y devance la droite de 4 points (et même de près de 15 points à la fin des années 1970), mais depuis 2007, la droite y domine la gauche. Le comportement de cette cohorte qui comprend les *baby-boomers* les plus âgés contraste avec celui des *baby-boomers* les plus jeunes, nés entre 1951 et 1960. En moyenne, la droite accuse alors un retard de 14 points sur l’ensemble de la période, et en 2007, le recul de la gauche ne s’y produit pas, bien au contraire. Ainsi, à l’exception du milieu des années 1980, la proportion de placements à gauche dépasse systématiquement celle des placements à droite d’au moins 10 points.

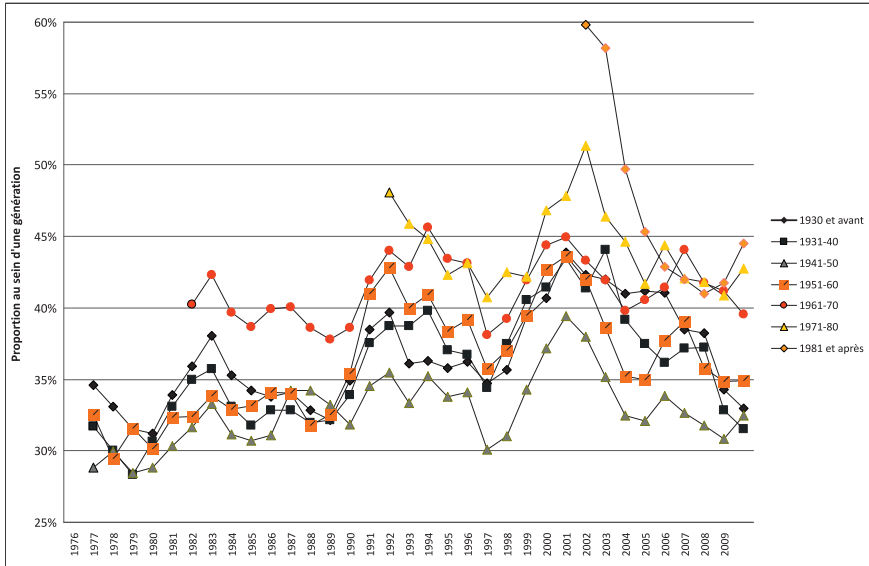
À côté de ces quatre cohortes déjà « établies » dans la vie citoyenne au milieu des années 1970, les trois cohortes qui ont fait leur apparition en cours de période penchent aussi fortement pour la gauche, avec une avance moyenne oscillant entre 11 points pour les individus nés entre 1961 et 1970, et 16 points pour ceux nés en 1981 et après¹⁰. On peut toutefois noter qu’au moment où la cohorte de 1961-1970 prend place sur la scène électorale, gauche et droite font jeu égal parmi les personnes interrogées. Cet équilibre correspond aux années les moins propices à la gauche : celles des gouvernements de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius. Par la suite, la gauche va progressivement s’imposer dans cette cohorte. On retrouve un phénomène similaire mais de moindre ampleur pour les électeurs nés entre 1971 et 1980, qui font leur entrée dans l’âge électoral lors des gouvernements de Michel Rocard, Édith Cresson et Pierre Bérégovoy. La progression de la gauche dans cette cohorte sera spectaculaire dès lors que l’alliance Rassemblement pour la République (RPR)-Union pour la démocratie française (UDF) reviendra au pouvoir. D’ailleurs, les rapports de force idéologiques très favorables à la gauche au sein des cohortes nées dans les années 1960 et après s’expliquent principalement par la faiblesse du placement à droite des individus concernés. Dans ces trois cohortes, la part de placement à droite est systématiquement inférieure à la barre des 25 % quand, dans les cohortes les plus favorables à la droite, ce placement concerne entre 30 % et 40 % des individus.

Le rapport de force gauche/droite dans les cohortes est affecté par des effets de période, déjà visibles à l’échelle de l’électorat dans son ensemble. Il en va ainsi de la période 1981-1988. Les quatre cohortes qui ont arbitré entre Mitterrand et Giscard d’Estaing ont vu leur rapport de force gauche/droite évoluer d’abord en faveur de la droite (entre 10 et 16 points), puis redevenir plus favorable à la gauche (entre 5 et 20 points). On retrouve également des effets de période entre 1992 et 2002, qui se caractérisent par une remontée favorable à la gauche jusqu’à son arrivée au pouvoir, puis par une décrue jusqu’en 2002. Enfin, à partir de cette date, on peut s’interroger sur une éventuelle polarisation politique entre les individus nés avant 1950 et ceux nés après : les premiers semblent ainsi se « droitiser », notamment à partir de 2005, à la différence des individus nés après 1951.

10. On retrouve un résultat qui avait été également constaté en 2007 (Michelat et Tiberj, 2007).

Le choix de ne pas choisir

GRAPHIQUE 3. – *Part des non-alignés au sein des cohortes*



Source : Mannheim Eurobarometer Trend File complété par Tiberj. Les données ont été lissées sur une période de trois ans.

Lecture : Dans chaque cohorte, proportions annuelles de personnes interrogées ne se plaçant ni à gauche ni à droite.

On s'est focalisé pour l'instant sur les rapports de force entre deux des trois placements possibles. Les évolutions du placement « non aligné » sont également riches d'enseignements (Graphique 3). D'abord, on retrouve les effets de période relevés à l'échelle de l'ensemble de la population : les pics de « retrait » du politique au début des années 1990 et au début des années 2000. Ici aussi, toutes les cohortes semblent touchées, y compris les plus anciennes. Ensuite, on repère l'effet du moratoire politique (Muxel, 2001a). C'est particulièrement visible pour les cohortes « entrantes », nées dans les années 1971-1980 et en 1981 ou après : leur émergence révèle en leur sein une très forte proportion d'individus qui, avant de se rapprocher de l'électorat moyen, ne se situent ni à gauche ni à droite. Cet effet de cycle de vie est probablement aussi à l'œuvre pour la cohorte née dans les années 1961-1970, bien que cela soit moins visible à ce niveau d'analyse¹¹. Il s'agit bien d'un effet de cycle de vie : les « nouveaux entrants » mettent généralement un certain temps à prendre position en politique. D'ailleurs, cette politisation semble favoriser la gauche et non la droite, notamment pour les deux dernières cohortes dans les années 1990 et 2000. Cependant, une fois achevée la période de

11. Mais une fois que l'on contrôle par des variables comme le niveau d'éducation, le phénomène est encore plus marqué par rapport aux cohortes plus anciennes. On y reviendra par la suite.

moratoire, le niveau de « non-alignés » dans les cohortes post-*baby-boom* reste relativement élevé, signe sans doute qu'elles ont été affectées par le climat de défiance¹² qui caractérise le rapport aux responsables politiques depuis la fin des années 1980.

Un réel effet de cohorte ?

Derrière les cohortes, un effet d'âge ?

On a fait pour l'instant une lecture par les cohortes mais peut-on envisager que les données « Eurobaromètres » soient explicables par des effets d'âge ? On retrouve ici la problématique à la source de toutes les réflexions âge-période-cohorte (APC)¹³. On pourrait se fonder sur les recherches récentes autour de ces modèles¹⁴, mais l'on a préféré la logique de recherche des *side informations* (Converse, 1976). Il s'agit d'accepter les limites des méthodes dont on dispose, y compris face à des techniques aussi puissantes que les régressions, pour se focaliser sur les aspects théoriques et la mobilisation d'informations fournies par d'autres variables. Ici par exemple, envisageons un effet de l'âge sur le placement politique, effet qui prend la forme d'un effet cycle de vie. Les cohortes devraient être touchées d'une manière similaire dès que leurs membres atteignent un âge donné. Autant le moratoire politique (effet de cycle de vie s'il en est) se vérifie dans les données pour les cohortes entrantes, autant, il paraît difficile d'en déceler d'autres.

Ainsi, on ne voit pas de mouvement de progression de la droite dans l'ensemble des cohortes. La droitisation de la cohorte née dans les années 1941-1950 débute après l'élection de Mitterrand, à un moment où les individus concernés ont entre 31 et 40 ans. Cette droitisation ne semble pas toucher leurs cadets nés dans les années 1951-1960, lorsqu'ils arrivent à cette même étape du cycle de vie, à partir de 1991. Il en va de même pour les électeurs nés dans les années 1961-1970 qui atteignent cette étape à partir de 2001. Les effets d'âge semblent donc difficiles à retrouver, alors même qu'entre le début et la fin de la période couverte, chacune des cohortes « déjà là » a vieilli de trente années. Autrement dit, les effets de cohorte constatés ne sont pas traduisibles en effets d'âge. La cohorte née dans les années 1931-1940 était déjà l'une des deux plus à droite au moment de l'élection de Mitterrand alors que les individus qui la constituaient étaient âgés de 41 à 50 ans. Elle l'était toujours quand Chirac l'a emporté alors qu'ils avaient entre 55 et 64 ans et, *a fortiori*, lors de la victoire de Sarkozy alors qu'ils avaient entre 67 et 76 ans. La cohorte de 1951-1960 était la plus marquée à gauche en 1981 quand les individus qui la composaient avaient entre 21 et 30 ans. Elle le reste, y

12. En 1977, 42 % des personnes interrogées par la Sofrès pensaient que les hommes politiques se préoccupaient très peu ou pratiquement pas de leurs électeurs ; en 1990, ils sont 69 %. Dans la décennie 2000, cette proportion ne tombera jamais en dessous de 63 % et atteindra même un record historique de 78 % en novembre 2009. En 1977, les Français étaient 38 % à considérer que les hommes politiques

étaient plutôt corrompus. En 2000, ils sont désormais 64 % à le penser, et 72 % en 2009.

13. Cette réflexion part de l'équation qui indique que l'âge d'un individu est entièrement décomposable en termes de période et d'année de naissance.

14. Voir notamment le dossier qu'y consacre la revue *Sociological methods and research* (2008, 36, 3).

compris lors de l'élection de Sarkozy alors qu'ils avaient désormais entre 47 et 56 ans. En revanche, des effets de période, entendus comme un effet dans le temps qui affecte tout ou partie des électeurs, ont bien lieu, comme on l'a vu.

Des effets de composition ?

Pour l'heure, on s'est contenté d'une analyse descriptive de la relation entre cohortes et positionnements politiques. Sur cette base, on constate l'impact potentiel du renouvellement générationnel : *a priori*, la majorité qui vient serait défavorable à la droite, puisque c'est surtout la faiblesse de ce placement qui distingue les cohortes récentes, au profit notamment d'une position de retrait ou de non-alignement politique. Cependant, cette relation est-elle significative une fois que l'on contrôle par d'autres caractéristiques sociales des individus, et, si elle l'est, comment peut-on l'expliquer ?

Les différences entre cohortes peuvent s'expliquer notamment par des hypothèses de composition. Tout, ou partie, des différences politiques entre cohortes peut être dû non au fait d'être né et d'avoir été socialisé à une époque donnée, mais plutôt à une « simple » différence de composition de ces mêmes cohortes. Les cohortes récentes diffèrent des plus anciennes notamment par leur niveau d'éducation et leur rapport à la religion. Les premières se caractérisent par leur fort niveau d'athéisme : 41 % pour la cohorte de 1961-1970, 45 % pour celle de 1971-1980 et 48 % pour celle née en 1981 et après. On peut aussi noter la montée en puissance de l'islam parmi la cohorte la plus récente (5 % de ses membres s'en réclament). Leur profil est d'autant plus marquant que les sans-religion ne constituent que 13 % de la cohorte née en 1930 ou avant, 18 % de celle née entre 1931 et 1940, 25 % de celle née dans les années 1941-1950 et à peine un tiers de la cohorte née dans les années 1951-1960. En revanche, les catholiques comptent pour environ 80 % parmi les cohortes nées avant-guerre et constituent encore la majorité des individus formant la cohorte de 1961-1970. Le clivage religieux a constitué et constitue toujours une des logiques sociales les plus influentes dans le vote des Français (Michelat et Simon, 1977 ; Dargent, 2004 ; Tiberj, 2012). Les cohortes récentes pourraient alors être plus à gauche parce que moins catholiques¹⁵.

Les cohortes diffèrent également les unes des autres sur la question du niveau d'éducation. Ainsi 56 % des individus nés en 1930 et avant avaient quitté l'école à 14 ans. C'est encore le destin scolaire de 39 % des individus nés entre 1931 et 1940 et de 23 % de ceux nés entre 1941 et 1950. Ce cas ne touche plus que 3 % des individus nés après 1960. En revanche, les individus déclarant avoir quitté le système éducatif à 21 ans ou après ne sont que 8 % et 12 % parmi les électeurs nés avant-guerre ; ils sont entre 21 % et 24 % dans les deux cohortes de *baby-boomers*, 32 % parmi les électeurs nés dans les années 1961-1970, 52 % parmi ceux nés dans les années 1971-1980 et 63 % parmi ceux nés en 1981 et après¹⁶. Le diplôme ne fait *a priori* pas partie des logiques explicatives traditionnelles du

15. Un débat existe sur l'impact politique de l'islam ; Claude Dargent postule, qu'en soi, le fait d'être musulman pousse vers la gauche quand d'autres chercheurs postulent que c'est un effet de l'origine migratoire (Dargent, 2003 ; Tiberj et Simon, 2012).

16. Clairement, l'âge de sortie des études est exagéré. C'est le cas dans de nombreuses enquêtes en France. En cela, les « Eurobaromètres » souffrent des biais de nombreuses autres études françaises, y compris académiques.

placement gauche/droite, à ceci près qu'il a une influence certaine sur la montée en puissance de nouveaux groupes professionnels, avec des reconfigurations politiques fortes (Grunberg et Schweisguth, 1983). Il en va ainsi des *sociocultural professionals*, des cadres travaillant dans les secteurs médico-social ou éducatif, réputés être l'un des nouveaux bastions de la gauche (Kriesi, 1998). De même, l'élévation du niveau de diplôme est généralement associée au passage à la société post-matérialiste et à ses nouveaux enjeux comme l'environnement, l'égalité hommes/femmes ou l'ouverture culturelle (Inglehart, 1977) mais aussi la globalisation économique avec les « gagnants » et les « perdants » de la mondialisation (Kriesi *et al.*, 2008). Enfin, le niveau d'éducation fait partie des logiques sociologiques explicatives du niveau de compétence politique des individus, avec le sexe, ou la profession par exemple (Converse, 1964 ; Bourdieu, 1977 ; Gaxie, 1978) : une augmentation du niveau de diplôme devrait alors aller de pair avec une plus grande facilité à prendre parti en politique.

Nous avons donc contrôlé l'impact des cohortes par d'autres variables de même type. Néanmoins, les « Eurobaromètres » cumulent deux défauts en la matière. D'abord les variables sociodémographiques sont en (relativement) faible nombre au regard d'autres enquêtes françaises ou internationales. Surtout, comme d'autres enquêtes, des choix sont faits qui limitent les données disponibles. D'abord les questions, y compris les questions sociodémographiques, ne sont pas répétées de manière systématique. De plus, les équipes en charge des enquêtes les ont fait évoluer, brisant ainsi la possibilité de certaines comparaisons dans le temps¹⁷. On s'est donc concentré sur les « Eurobaromètres » qui comportaient conjointement les variables suivantes : cohorte, âge de fin d'études, profession (ou dernière profession) exercée par la personne interrogée, dénomination religieuse, sexe. L'analyse se fonde alors sur 29 306 personnes interrogées et la période couverte reste conséquente (1976-2008), tout comme le nombre d'enquêtes mobilisées (36 vagues). Un autre problème de spécification du modèle se pose : que faire du facteur temps et des variations qu'il induit ? Ici, il ne s'agit pas tant de modéliser (et donc de comprendre) au mieux comment et pourquoi les placements gauche/droite/non-alignés évoluent d'une année sur l'autre, que de vérifier si, oui ou non, le fait d'appartenir à une cohorte donnée a un impact sur le positionnement politique. On a donc adopté une solution coûteuse statistiquement : traiter les années comme des données catégorielles¹⁸ (Tableau 1).

17. Il en va par exemple de la religion : la question de la dénomination religieuse n'a pas été posée en 1982 et en 1983, en 1985, entre 1999 et 2004, en 2007 ou en 2009, sans que l'on sache pourquoi. On aurait souhaité la combiner avec la pratique messalisante mais celle-ci a changé de forme au cours du temps

(parfois d'une année sur l'autre) et s'avère encore moins souvent posée que l'affiliation religieuse.

18. Cela aboutit au calcul de 38 coefficients (20-1 années – pour deux tests), ce qui consomme des degrés de liberté et n'apporte guère substantiellement. Mais cet enjeu est ici secondaire.

TABLEAU 1. – *Un effet de cohorte qui résiste : quatre modèles emboîtés de régression multinomiale*

	Modèle 1		Modèle 2		Modèle 3		Modèle 4	
	<i>Non-alignés vs gauche</i>	<i>Droite vs gauche</i>	<i>Non-alignés vs gauche</i>	<i>Droite vs gauche</i>	<i>Non-alignés vs gauche</i>	<i>Droite vs gauche</i>	<i>Non-alignés vs gauche</i>	<i>Droite vs gauche</i>
Cohorte								
<i>1930 et avant</i>	1.16***	1.23***	1.12**	1.26***	1.09*	1.20***	1.07	1.14***
<i>1941-1950</i>	.807***	.824***	.857***	.809***	.891***	.867***	.904*	.915
<i>1951-1960</i>	.859***	.568***	.953	.545***	1.03	.628***	1.03	.685***
<i>1961-1970</i>	1.00	.581***	1.18***	.558***	1.33***	.699***	1.32***	.768***
<i>1971-1980</i>	1.11*	.687***	1.48***	.679***	1.73***	.913	1.65***	.959
<i>1981 et après</i>	.915	.448***	1.22	.440***	1.50***	.653***	1.41***	.713**
<i>1931-1940</i>	(réf.)	(réf.)	(réf.)	(réf.)	(réf.)	(réf.)	(réf.)	(réf.)
Âge de fin d'études								
<i>15 à 17 ans</i>			.923*	1.19***	.957	1.27***	1.00	1.31***
<i>18 à 20 ans</i>			.808***	1.24***	.849***	1.36***	.908**	1.35***
<i>21 ans et plus</i>			.533***	1.09*	.580***	1.28***	.645***	1.15**
<i>14 ans et moins</i>			(réf.)	(réf.)	(réf.)	(réf.)	(réf.)	(réf.)
Religion								
<i>Musulman</i>					.589***	.241***	.591***	.236***
<i>Autre</i>					.788***	.608***	.795***	.591***
<i>Sans</i>					.527***	.261***	.543***	.262***
<i>Catholique</i>					(réf.)	(réf.)	(réf.)	(réf.)
Profession ou ancienne profession								
<i>Indépendant et agriculteur</i>							2.02***	3.85***
<i>Cadre et PIS</i>							.866***	1.52***
<i>Employé</i>							.973	1.33***
<i>Inactif</i>							1.11**	1.79***
<i>Ouvrier</i>	(réf.)						(réf.)	(réf.)
Sexe								
<i>Femme</i>							1.17***	.874***
<i>Homme</i>	(réf.)						(réf.)	(réf.)
<i>N</i>	29 306		29 306		29 306		29 306	
<i>Log likelihood</i>	- 31 533		- 31 362		- 30 627		- 30 263	
<i>R2</i>	0.0136		0.0189		0.0419		0.0520	

Note : Nous n'avons pas fait figurer, faute de place, les coefficients de chacune des années. Plusieurs d'entre eux s'avèrent significatifs, tant pour le placement gauche ou le placement droite que pour les non-alignés en regard de la gauche. Autrement dit, les évolutions constatées au niveau global ne sont pas des artefacts.

Lecture : Les coefficients sont des rapports de chance. *** implique que le coefficient est significatif à $p < 0.01$; ** $p < 0.05$; * $p < 0.10$.

Certaines des différences entre cohortes sont bien dues à des effets de composition, mais cette explication n'est que partielle. Indépendamment des autres caractéristiques individuelles testées ici, le fait d'être né et d'avoir été socialisé à une période donnée a bien un impact significatif sur le positionnement politique des individus. Prenons ainsi le cas des positionnements gauche ou droite. Sans autre variable de contrôle, les personnes interrogées nées après-guerre ont entre 1,5 fois (pour la cohorte de 1971-1980) et 2,25 fois (pour la cohorte de 1981 et après) moins de chances de se situer à droite plutôt qu'à gauche par rapport à la cohorte 1931-1940. La cohorte de 1941-1950 se distingue légèrement de cette cohorte de référence (1,25 fois moins de chances de se situer à droite plutôt qu'à gauche). En revanche, celle née avant 1930 a 1,25 fois plus de chances de se situer à droite plutôt qu'à gauche. Si l'on compare les cohortes extrêmes en matière de positionnement gauche/droite, à savoir la cohorte la plus ancienne et la cohorte la plus récente, la seconde a 3 fois moins de chances de se situer à droite que la première. L'introduction du niveau de diplôme ne change guère cette donne cohortale, voire tend à légèrement l'accroître (même si l'on reste dans les marges d'erreur des coefficients), ce qui n'est le cas ni de la religion, ni de la profession. Ainsi, tous les rapports de chances tendent vers 1 (soit l'équiprobabilité) entre le Modèle 2 et le Modèle 3, et le Modèle 4 respectivement. Une partie des différences entre cohortes tient donc bien à leur composition notamment en termes de religion et de profession. Si les cohortes récentes sont plus à gauche, c'est en partie parce qu'elles comptent moins de catholiques, plus de musulmans et plus d'athées que les cohortes anciennes, les plus à droite¹⁹.

Mais, les différences entre cohortes, bien qu'atténuées, restent significatives dans la plupart des cas. Ainsi, les cohortes de 1951-1960, 1961-1970 et de 1981 et après ont entre 1,3 et 1,5 fois plus de chances de se situer à gauche plutôt qu'à droite par rapport aux individus composant la cohorte de 1931-1940. Cette dernière ne se distingue pas, à religion, sexe, profession et éducation similaires, des électeurs nés dans les années 1941-1950 et 1971-1980. Ce qui les différencie n'est pas leur appartenance cohortale, mais bien leur rapport à la religion et leurs autres caractéristiques. En revanche, les individus nés avant 1931 se distinguent par une plus grande tentation de la droite. D'ailleurs, si on prend ces derniers comme référence, alors toutes les cohortes qui les ont suivis s'avèrent significativement moins à droite.

Concernant le non-alignement, un phénomène intéressant particularise les cohortes post-*baby-boom*. Les cohortes nées avant-guerre et les deux cohortes de *baby-boomers* semblent initialement se distinguer par leurs chances de se placer au centre ou de ne pas choisir un placement, les plus récentes ayant significativement moins de chances de ne pas choisir et la plus ancienne ayant plus de chances. Cependant, une fois que l'on tient compte des logiques sociales classiques associées à l'incompétence politique (niveau de diplôme, profession, sexe), ces quatre cohortes ne se distinguent plus les unes des autres. Ainsi, si les *baby-boomers* font moins le choix de ne pas choisir, ce n'est pas tant parce qu'ils sont nés et ont été socialisés à un moment spécifique (comme par exemple les années 1970), mais parce qu'ils sont plus diplômés et qu'ils exercent plus souvent des professions

19. Ainsi, dans le Modèle 4, les musulmans comme les athées ont 4 fois plus de chances de se situer à gauche plutôt qu'à droite comparativement aux catholiques ; et les « autre religion », 1,5 fois plus.

d'encadrement. Autrement dit, dans ces quatre cohortes s'expriment les logiques classiques de la domination sociopolitique.

La situation est très différente pour la cohorte de 1961-1970 et les suivantes. Leurs différences avec la cohorte de référence s'accroissent une fois que l'on contrôle par le niveau d'éducation, le sexe, la profession et la religion. Ainsi, elle ne se distinguait pas de celle née dans les années 1930 dans le Modèle 1, mais a entre 1,25 et 1,5 fois plus de chances de ne pas prendre position une fois les autres variables prises en compte. En résumé, compte tenu de son niveau d'éducation, cette cohorte devrait être plus souvent à gauche ou à droite que les individus de référence, mais c'est l'inverse qui se produit. Ceci fait donc apparaître un phénomène nouveau : le retrait du politique qui marque certains membres de ces cohortes n'est clairement pas produit par les suspects usuels de la domination et de l'incompétence politique. En résumé, les cohortes se distinguent bien les unes des autres, et ce différentiel ne s'explique que partiellement par effet de composition, notamment en matière de niveau d'éducation et de rapport au religieux. Le renouvellement générationnel n'est donc pas neutre en matière politique et semble avoir deux conséquences majeures : d'une part, un handicap croissant pour la droite puisque les cohortes qui s'y placent le plus souvent sont aussi celles qui sont amenées à quitter la scène, remplacées par des cohortes plus défavorables ; d'autre part, le renouvellement générationnel devrait aussi induire une montée en puissance de citoyens plus détachés du politique. Reste à comprendre les ressorts de ces deux évolutions.

La montée de la nouvelle politique

Les différences de placement gauche/droite selon les cohortes ne pouvant s'expliquer par les clivages sociaux de classe et de religion, il est donc nécessaire de se tourner vers d'autres facteurs, notamment les systèmes de valeurs. Si ces cohortes diffèrent les unes des autres, serait-ce parce qu'elles n'ont pas les mêmes opinions à l'égard des grands enjeux qui divisent la société française ? Diffèrent-elles alors sur les divisions normatives classiques, comme la taille et le rôle de l'État, la redistribution des richesses, la protection sociale ou la liberté des entreprises, bref les composantes de la « vieille politique » ? Ou bien est-ce parce qu'elles s'opposent sur les questions sociétales comme l'immigration et le multiculturalisme, les droits des minorités sexuelles ou la permissivité, bref la « nouvelle politique »²⁰ ? Autre hypothèse, est-ce parce que les cohortes ne mettent pas les mêmes contenus derrière les notions de gauche et de droite, les plus anciennes entendant d'abord des enjeux sociaux et économiques quand les plus récentes pensent aussi ou uniquement aux enjeux sociétaux ? Il s'agit ici à la fois de tester l'hypothèse de Ronald Inglehart (1977) du remplacement d'une politique matérialiste par une politique post-matérialiste, mais aussi la possibilité que la France soit passée d'une politique ancrée dans les questions sociales à une politique « des deux axes », où les positions politiques des individus sont le produit de

20. Cette distinction entre nouvelle et ancienne politique est apparue à la suite des travaux d'O. Knutsen et de R. Inglehart (voir notamment : Houtman, Achterberg et Derks, 2008).

leur niveau de libéralisme, économique ou culturel (Grunberg et Schweisguth, 1990 ; Chiche *et al.*, 2000 ; Tiberj, 2012).

***Les cohortes en valeurs :
divergence culturelle, convergence socio-économique***

Les questions nécessaires font défaut aux « Eurobaromètres ». On a donc compilé dans un fichier les résultats des enquêtes présidentielles menées depuis 1988 soit par le seul Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF, 1988, 1995, 2007) soit par le CEVIPOF et d'autres institutions (2002), soit par le réseau TriElec (2012). On retrouve les deux phénomènes mis en évidence dans les « Eurobaromètres » concernant le renouvellement générationnel²¹ : plus une cohorte est récente, plus son équilibre politique est favorable à la gauche au détriment de la droite, et plus la proportion de non-alignés progresse. Les enquêtes ainsi rassemblées permettent de mieux saisir la dimension des valeurs et des systèmes de normes des individus mais il reste un problème majeur de comparaison des indicateurs dans le temps. Ainsi, entre 1988 et 2007, pour mesurer la dimension des préférences socio-économiques, seules deux questions sont présentes dans les quatre enquêtes, et seules quatre pour la dimension des préférences culturelles – ce qui s'avère beaucoup trop peu compte tenu des questions mobilisables. On a donc fait avec l'existant, et utilisé une technique permettant de classer les individus d'une enquête donnée les uns par rapport aux autres. De l'ensemble des indicateurs de valeur disponibles dans le temps (gages d'une certaine qualité), l'on extrait des facteurs de préférences socio-économiques et de préférences culturelles à partir d'une analyse en composante principale. Il est alors possible de comparer les individus d'une même enquête sur ces deux dimensions. La méthode utilisée est détaillée ici en Annexe 2 et a fait l'objet de développements conséquents dans un article précédent (Tiberj, 2012). On emploiera indistinctement les termes « social » ou « socio-économique » pour traiter des valeurs de la « vieille politique », comme par exemple celles ayant trait à la redistribution des richesses, à la taille et au rôle économique de l'État. On parlera de préférences « culturelles » ou « sociétales » pour couvrir la dimension des valeurs de la « nouvelle politique » relatives aux questions d'autoritarisme, de mœurs, de tolérance à l'égard de l'homosexualité, de l'immigration et du multiculturalisme.

21. Les graphiques correspondants sont disponibles auprès de l'auteur.

TABLEAU 2. – *La répartition des cohortes sur les dimensions normatives socio-économiques et culturelles (1988-2012)*

	Facteur socio-économique				Facteur culturel			
	soc– –	2	3	soc++	cult– –	2	3	cult++
1988								
<i>1930 et avant</i>	33	24	18	26	38	35	18	9
<i>1931-1940</i>	33	21	25	21	28	34	23	16
<i>1941-1950</i>	24	23	28	25	23	30	24	23
<i>1951-1960</i>	21	26	29	25	15	25	28	32
<i>1961-1970</i>	23	26	30	22	14	23	26	37
V de Cramer	0.0814				0.1858			
1995								
<i>1930 et avant</i>	28	27	25	20	41	30	20	9
<i>1931-1940</i>	26	30	21	23	38	26	24	12
<i>1941-1950</i>	29	21	27	24	27	31	21	21
<i>1951-1960</i>	23	23	25	29	22	25	25	28
<i>1961-1970</i>	26	25	22	26	19	26	26	29
<i>1971-1980</i>	19	24	32	25	11	22	25	42
V de Cramer	0.0686				0.1774			
2002								
<i>1930 et avant</i>	26	28	23	23	50	27	14	8
<i>1931-1940</i>	27	26	21	26	35	29	19	17
<i>1941-1950</i>	22	29	25	24	34	24	25	17
<i>1951-1960</i>	26	26	20	28	27	23	23	27
<i>1961-1970</i>	24	27	21	27	15	23	30	31
<i>1971-1980</i>	17	29	26	27	10	17	34	39
<i>1981-1990</i>	14	29	28	29	6	18	31	45
V de Cramer	0.0594				0.2120			
2007								
<i>1930 et avant</i>	38	20	21	21	36	28	28	9
<i>1931-1940</i>	34	20	28	19	38	29	21	12
<i>1941-1950</i>	32	21	24	23	33	27	22	18
<i>1951-1960</i>	25	25	21	29	31	23	25	20
<i>1961-1970</i>	20	27	27	26	25	22	26	27
<i>1971-1980</i>	25	21	31	23	15	17	33	36
<i>1981-</i>	17	26	29	29	12	14	29	46
V de Cramer	0.0985				0.1853			
2012								
<i>1930 et avant</i>	45	21	23	11	46	21	21	13
<i>1931-1940</i>	37	25	20	19	42	25	18	15
<i>1941-1950</i>	33	26	19	22	39	26	20	15
<i>1951-1960</i>	20	23	24	33	28	25	22	25
<i>1961-1970</i>	23	26	25	27	21	27	26	25
<i>1971-1980</i>	21	24	30	25	16	25	30	29
<i>1981-</i>	20	27	29	24	12	23	30	35
V de Cramer	0.1051				0.1624			

Note : On a calculé des quartiles pour chacun des facteurs et chacune des élections présidentielles. Figurent ici les pourcentages lignes, soit la proportion d'une cohorte qui se trouve dans un quartile donné.

La différenciation politique entre cohortes ne peut s'expliquer par des préférences socio-économiques. Dans le meilleur des cas, les écarts entre les cohortes anciennes et récentes sont marginaux ou faibles²². Par exemple, en 1995, les individus nés en 1930 ou avant se distinguent à peine de ceux nés après 1960, pourtant parmi les plus à gauche : 20 % des premiers se situent dans le quartile le plus « social » contre 26 % de ceux nés entre 1961 et 1970, et contre 25 % de ceux nés encore après. Dans quatre des cinq enquêtes utilisées, la cohorte la plus présente dans le quartile le plus social est celle des individus nés entre 1951 et 1960. L'écart reste relativement faible (entre 0 et 8 points). En revanche, en 2012, il devient particulièrement important (+ 22), comme si, comparée aux autres, cette cohorte née en 1930 ou avant se « droitisait ».

Les variations en termes de préférences socio-économiques restent particulièrement faibles comparées à celles que l'on relève en termes de préférences culturelles. Comme le montrent les différents V de Cramer, l'écart entre l'hypothèse nulle d'indépendance (où les cohortes se répartiraient exactement de la même façon sur les facteurs) et la réalité des données est systématiquement plus important pour les préférences culturelles que pour les préférences sociales. Cela peut aller jusqu'à un écart quatre fois plus important en 2002. En matière de positionnement normatif, les cohortes se distinguent ainsi les unes des autres d'abord par leurs attitudes et opinions à l'égard des immigrés, de l'autoritarisme ou de la tolérance en général avant de se distinguer sur le rôle économique de l'État ou sur leurs préférences en termes de redistribution des richesses. Plus une cohorte est récente, plus les individus qui la composent se trouvent dans le quartile le plus culturellement libéral, et moins ils se situent dans le quartile le plus culturellement conservateur²³. Cela vaut en 1988 comme en 2012. Ainsi, 38 % des électeurs nés en 1930 ou avant se situent parmi le quart des électeurs les plus conservateurs en 1988, et seuls 9 % parmi le quart des électeurs les plus libéraux, contre 14 % et 37 % pour la cohorte 1961-1970. En 2012, 46 % des électeurs nés en 1930 ou avant se situent parmi les plus conservateurs et 13 % parmi les plus libéraux, alors que, parmi la cohorte la plus récente, les proportions sont respectivement de 12 % et 35 %. La stabilité des résultats d'une élection présidentielle à l'autre est frappante (Tableau 2).

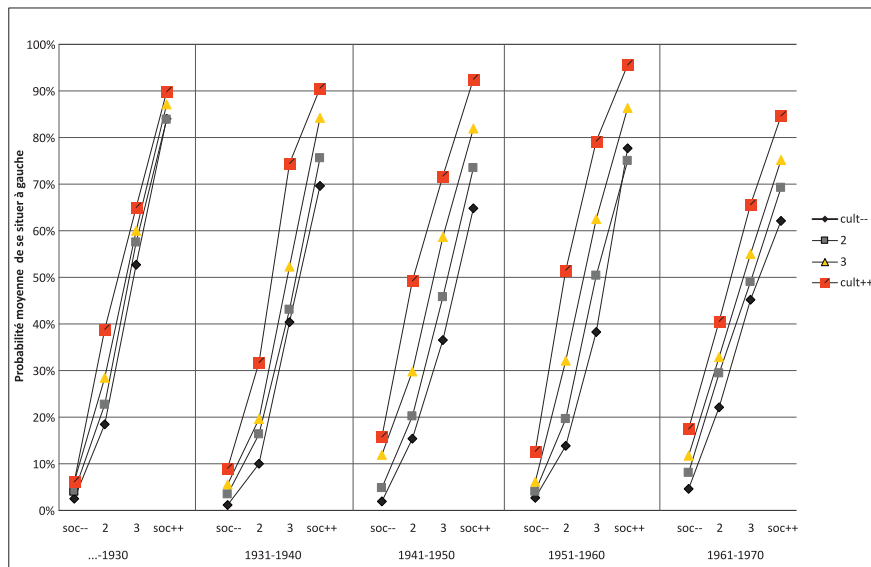
« L'évolution culturelle » et ses deux modes d'influence politique

La dimension des valeurs culturelles est bien à l'origine des différences politiques entre cohortes. Pour le montrer, on a intégré les positions des individus sur les facteurs de préférences socio-économiques et culturelles dans des modèles de régression multinomiale, afin d'expliquer le placement idéologique, pour chacune des cohortes et chacune des élections présidentielles.

22. Ils s'avèrent même non significatifs, une fois que l'on prend en compte le diplôme, le sexe, la profession et le rapport à la religion, ce qui n'est pas le cas pour les préférences culturelles (Tiberj, 2012).

23. On retrouve ici les résultats également avancés par Nonna Mayer et Guillaume Roux (2004), Étienne Schweisguth (1998) et James Stimson, Vincent Tiberj et Cyrille Thiébaud (2010).

GRAPHIQUE 4. – *L'impact des facteurs socio-économiques et culturels sur le placement à gauche, en 1988*



Source : Enquête électorale CEVIPOF-Sofrès 1988.

Lecture : Figurent ici les probabilités moyennes d'un placement à gauche prédites par les modèles, exprimées en pourcentage, en fonction du positionnement des individus sur les facteurs socio-économiques et culturels et de leur cohorte de naissance. Une probabilité de 0 % (ou 0) équivaut à la certitude d'un placement ailleurs qu'à gauche, une probabilité de 100 % (ou 1) à la certitude d'un placement à gauche.

Deux enseignements sont à tirer. Premièrement, en 1988, dans toutes les cohortes, les préférences en matière de rôle économique de l'État ou de redistribution pèsent très fortement sur la probabilité de se situer à gauche (Graphique 4). Ainsi, pour les individus nés en 1930 ou avant, la probabilité de se situer à gauche oscille selon leurs positions culturelles entre 2 % et 7 % s'ils appartiennent au quart des électeurs les plus libéraux économiquement, et entre 84 % et 90 % s'ils appartiennent au quartile le plus social²⁴. La « vieille politique » reste la logique *princeps* alors même que les gouvernements de gauche ont largement entamé leur conversion à l'économie de marché. Deuxièmement, l'impact du facteur culturel varie selon les cohortes. Ainsi, dans la cohorte née en 1930 ou avant, qui compte encore à l'époque pour 30 % de l'électorat, les valeurs culturelles ont une influence minimale sur le fait de se sentir de gauche ou non. En revanche, cette

24. Plutôt qu'à droite, ou ni à gauche, ni à droite.

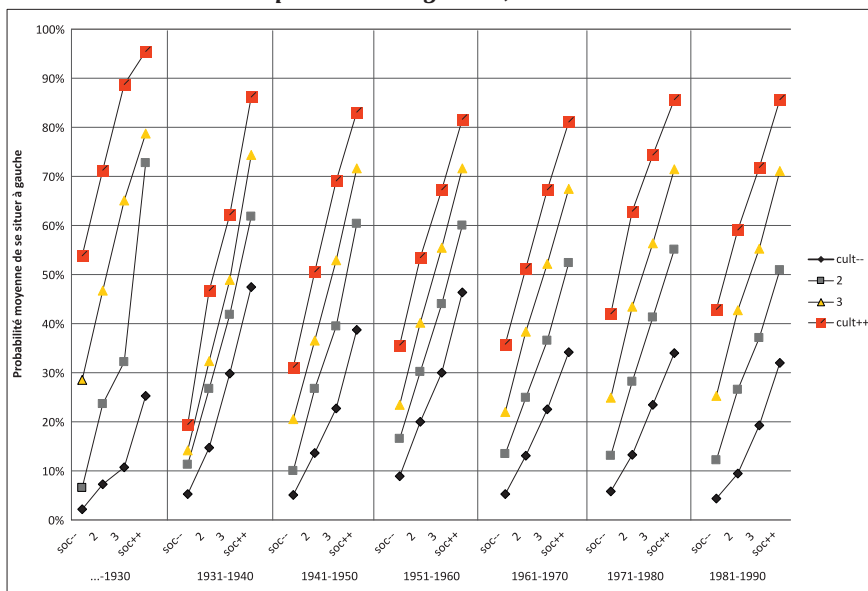
influence est beaucoup plus importante pour les deux cohortes de *baby-boomers*. Prenons le noyau dur des électeurs sociaux, soit le quartile d'électeurs les plus susceptibles d'être de gauche compte tenu de leurs préférences socio-économiques. Selon qu'ils sont parmi les électeurs les plus culturellement conservateurs ou les plus culturellement libéraux, leur probabilité de se situer à gauche évolue de 6 points parmi les individus nés avant 1931, mais de 20 points parmi la cohorte de 1931-1940, de 22 points parmi la cohorte de 1951-1960 et de 26 points parmi la cohorte de 1941-1950. Les évolutions sont déjà conséquentes parmi ces électeurs qui ont pourtant des préférences sociales très marquées, mais l'impact des valeurs culturelles est encore plus massif si les individus ont des préférences socio-économiques plutôt « centristes » (quartiles 2 et 3) : on relève des variations allant de 33 à 40 points parmi les cohortes de *baby-boomers*. En revanche, le noyau dur des électeurs économiquement libéraux reste relativement insensible aux valeurs culturelles.

Autrement dit, en 1988, parmi les cohortes anciennes, on s'identifie à la gauche pour des raisons sociales quand déjà, parmi les *baby-boomers* et leurs puînés, on est de gauche pour des raisons sociales et culturelles. Pour les premiers, qu'importe donc le fait d'être xénophobe ou « ouvert »²⁵, homophobe ou tolérant, autoritaire ou « laxiste », on est de gauche parce qu'on veut plus d'égalité en termes de richesses et plus d'État dans l'économie. En revanche, parmi les *baby-boomers*, on peut très bien se situer à gauche tout en étant plutôt économiquement libéral, dès lors qu'on l'est aussi culturellement. Déjà au moment où Mitterrand est réélu, les préférences culturelles pèsent et permettent d'expliquer que certaines cohortes soient plus à gauche que d'autres : en la matière, ces cohortes restent globalement plus ou moins conservatrices mais plus elles sont récentes, plus leurs préférences culturelles ont de poids dans leur positionnement. Les combats portés par les « nouveaux mouvements sociaux » dans les années 1970 (écologie, place des femmes, libération des mœurs), mais aussi l'émergence des enjeux autour de l'immigration et de la xénophobie dans les années 1980 ont pesé sur la manière de se définir de gauche ou de droite pour les cohortes nées après-guerre. Ces différences entre cohortes constituent le premier mode d'influence du culturel sur le placement gauche/droite.

L'« évolution culturelle » ne s'arrête pas là, comme le montre l'analyse d'impact des deux facteurs de préférence normative sur les chances de se placer à gauche en 2011-2012 (Graphique 5). Clairement, la vieille politique ancrée dans les oppositions socio-économiques n'a pas disparu. Les électeurs, indépendamment de leurs cohortes de naissance ou de leurs positions culturelles, n'ont pas les mêmes chances de choisir la gauche selon qu'ils sont plutôt économiquement libéraux ou sociaux. Par exemple, même parmi les électeurs les plus culturellement conservateurs nés en 1981 ou après, les chances de se situer à gauche oscillent entre 4 % (pour les plus conservateurs économiquement) et 32 % (pour les plus progressistes économiquement).

25. Selon l'expression de J. Chiche *et al.* (2000).

GRAPHIQUE 5. – *L'impact des facteurs socio-économiques et culturels sur le placement à gauche, en 2011-2012*



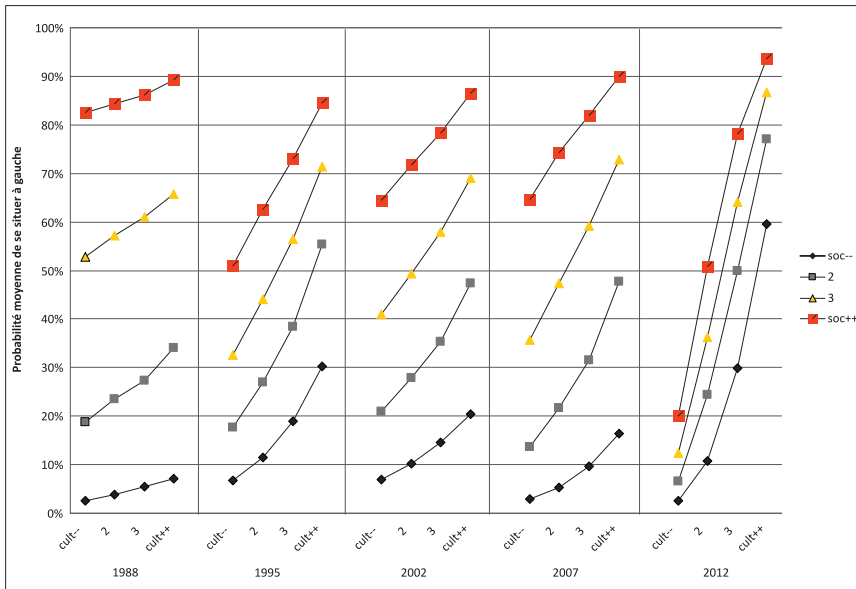
Source : Enquêtes TNS-Sofrès/TriÉlec, juillet 2011, octobre 2011, décembre 2011, février 2012, mars 2012, financées par Sciences Po Bordeaux, Grenoble et Paris ainsi que par le ministère de l'Intérieur.
Lecture : Figurent ici les probabilités moyennes d'un placement à gauche prédites par les modèles, exprimées en pourcentage, en fonction du positionnement des individus sur les facteurs socio-économiques et culturels et de leur cohorte de naissance. Une probabilité de 0 % (ou 0) équivaut à la certitude d'un placement ailleurs qu'à gauche, une probabilité de 100 % (ou 1) à la certitude d'un placement à gauche.

Mais, désormais, les enjeux de la nouvelle politique pèsent beaucoup plus fortement qu'en 1988 et, surtout, cette influence s'exerce dans toutes les cohortes. Si l'on reprend le noyau dur « social » de l'électorat en 1988, l'impact des préférences culturelles était au maximum de 26 points. En 2012, les écarts oscillent entre 35 points pour la cohorte de 1951-1960 et 70 points pour celle née avant 1931. Même dans le noyau dur des électeurs économiquement libéraux, les écarts sont conséquents : 14 points dans le cas de la cohorte de 1931-1940, 26 points pour les cohortes de *baby-boomers*, entre 30 et 38 points pour celles qui leur succèdent et 51 points pour la cohorte la plus ancienne. Le placement à gauche est clairement polysémique : certains s'y réfèrent pour leurs seules préférences sociales, d'autres pour leurs seules préférences culturelles, et beaucoup pour les deux. Autrement dit, le « peuple de gauche » (mais aussi de droite) est de plus en plus divers, quand précédemment il se rassemblait autour du socle des valeurs sociales.

Non seulement le placement gauche/droite d'un individu n'est pas fixe dans le temps, mais les raisons qui le motivent évoluent également. On pouvait s'en douter compte tenu des hauts et des bas du clivage gauche/droite mais cela se confirme par notre analyse. Ceci oblige à revoir la conception, dominante en sociologie électorale, qui veut que gauche et droite soient des attitudes particulièrement stables, construites dans la jeunesse et les premières années de la vie d'adulte, et

peu susceptibles d'évolution par la suite. Les individus appartenant aux cohortes les plus anciennes étaient de gauche ou de droite à cause de leurs valeurs socio-économiques en 1988. En 2012, ils le sont pour des raisons socio-économiques et culturelles. Autrement dit, le placement à gauche ou à droite des individus est sans doute plus stable que les intentions de vote, que les votes, voire que la proximité partisane, mais à l'échelle de plusieurs années même cette caractéristique évolue de manière conséquente et selon des logiques claires : les politiques menées par les gouvernements en place comme les terrains sur lesquels les partis politiques s'affrontent.

GRAPHIQUE 6. – *La montée en puissance du facteur culturel dans la cohorte de 1930 et avant*



Source : Enquêtes postélectorales CEVIPOF-Sofrès 1988 et 1995 ; panel électoral français 2002 ; enquête postélectorale CEVIPOF-ministère de l'Intérieur-IFOP 2007 ; enquêtes TNS-Sofrès/TriElec.

Lecture : Figurent ici les probabilités moyennes d'un placement à gauche prédites par les modèles, exprimées en pourcentage, en fonction du positionnement des individus nés en 1931 ou avant sur les facteurs socio-économiques et culturels. Une probabilité de 0 % (ou 0) équivalait à la certitude d'un placement ailleurs qu'à gauche, une probabilité de 100 % (ou 1) à la certitude d'un placement à gauche.

La comparaison diachronique des modèles appliqués aux électeurs nés en 1930 ou avant permet d'identifier des moments où le placement à gauche est plus ou moins influencé par le facteur culturel (Graphique 6). En 1988, son incidence est la plus faible des cinq cas ; en 2012, c'est la plus forte. Mais cette évolution n'est pas régulière. L'élection présidentielle de 1995 voit déjà les valeurs culturelles monter en puissance dans les raisons d'être de gauche, mais cette influence semble s'atténuer en 2002. Le contexte politique pourrait donc bien jouer un rôle particulièrement important, tant pour déterminer l'équilibre entre gauche et droite au sein de l'électorat que pour définir ce que les individus entendent par gauche et droite. Il n'est sans doute pas fortuit que les valeurs culturelles pèsent autant dès

lors que les partis, Parti socialiste (PS) et Union pour un mouvement populaire (UMP) compris, les intègrent dans leurs logiques de différenciation et de concurrence. Les grands candidats à la présidentielle divergent aujourd'hui autant, sinon plus, sur les questions « de société » que sur les questions sociales et économiques.

Un autre rapport au politique ?

Les systèmes de valeurs expliquent les évolutions de placement à gauche ou à droite au sein des cohortes mais ne peuvent rendre compte de la progression des non-alignés dans les cohortes récentes. Cette progression est d'autant plus inattendue qu'elle va à l'encontre de la théorie de la mobilisation cognitive proposée dans les années 1970 et 1980 par Inglehart (1977) et Russell J. Dalton (1988). Depuis les années 1950, la science politique caractérise le « citoyen ordinaire » comme étant peu intéressé par la politique et peu informé, maîtrisant à peine les concepts politiques essentiels, manquant de cohérence dans ses opinions et changeant souvent d'avis (Converse, 1964). Inglehart et Dalton proposaient cependant une vision optimiste de l'évolution des sociétés politiques avancées. Ces citoyens, loin de satisfaire aux exigences des théoriciens de la démocratie, allaient être progressivement remplacés par d'autres, dotés d'un diplôme de plus haut niveau et donc de plus grandes capacités à s'investir en politique. Certes, hier comme aujourd'hui, plus les individus ont un niveau de diplôme élevé, plus grandes sont leurs chances d'être des citoyens compétents. Mais, par rapport à leurs homologues nés dans les années 1940 et avant, les « nouveaux citoyens » réels ne se conforment pas si clairement aux attendus de la théorie de la révolution cognitive. Ce phénomène, déjà perceptible à partir du non-placement à gauche ou à droite, se retrouve dans d'autres indicateurs du rapport au politique, en provenance des « Eurobaromètres » ou des enquêtes électorales. Ceux-ci couvrent différents aspects, comme la défiance à l'égard des responsables politiques ou l'investissement dans les affaires publiques.

TABEAU 3. – L'impact des cohortes sur différents indicateurs du rapport au politique

	Discute parfois politique vs souvent	Discute jamais politique vs souvent	Pas intéressé par la politique vs intéressé	Les responsables politiques ne se préoccupent pas vs les responsables politiques se préoccupent
1930 et avant	.960	1.20***	1.12*	.972
1941-1950	1.03	.975	1.03	1.12*
1951-1960	1.27***	1.32***	1.24***	1.19**
1961-1970	1.72***	2.51***	1.73***	1.17*
1971-1980	1.91***	3.48***	1.94***	1.37***
1981 et après	1.45*	1.94***	1.76***	1.03
1931-1940	(réf.)	(réf.)	(réf.)	(réf.)

Lecture : Figurent ici les rapports de chances de la variable cohorte, contrôlée par le diplôme, la profession ou l'ancienne profession, le genre, le rapport à la religion et l'année d'enquête. Pour la variable « discussion politique », on a utilisé les « Eurobaromètres », pour les variables « intérêt pour la politique » et « les hommes politiques se préoccupent des gens comme nous », on a utilisé les enquêtes présidentielles et TriElec mentionnées précédemment.

De toute évidence, les cohortes nées à partir des années 1950 se caractérisent par un moindre investissement politique, que ce soit au niveau de la fréquence des discussions, de l'intérêt qu'elles portent aux affaires publiques ou de l'image qu'elles ont des responsables politiques (Tableau 3). Les résultats sont d'autant plus robustes que les « effets cohortes » sont contrôlés par d'autres variables sociodémographiques – au premier rang desquelles l'éducation, le genre et la profession –, et qu'ils s'appuient sur plusieurs enquêtes et donc sur plusieurs années d'observation. Autrement dit, ils ne peuvent être réductibles à un effet de cycle de vie. Par exemple, les individus nés entre 1961 et 1970 ont 2,5 fois plus de chances de ne jamais discuter politique plutôt que d'en discuter souvent, comparativement aux individus nés dans les années 1930. Ce résultat est contrôlé pour l'ensemble de la période où cette question a été posée, que ce soit en 1990 quand ils avaient entre 20 et 29 ans, ou en 2006 quand ils avaient entre 36 et 45 ans. On pourrait conclure à une vision plutôt pessimiste de l'impact du renouvellement générationnel sur le rapport au politique. On entrerait dans l'ère du « désenchantement démocratique » (Perrineau, 2003) ou de la « société de défiance » (Algan et Cahuc, 2007). Mais une autre explication est possible.

D'abord, face à la montée de la défiance politique qui caractérise la France comme d'autres pays (Schweisguth, 2002), l'analyse se focalise souvent sur les citoyens et rarement sur la part de responsabilité des acteurs politiques eux-mêmes. Cela pourrait pourtant éclairer la spécificité d'une cohorte qui se distingue par un rapport particulièrement négatif au politique, sur l'ensemble des trois indicateurs : celles des individus nés entre 1971 et 1980. Toutes choses égales par ailleurs, et au regard des individus nés entre 1931 et 1940, ceux nés entre 1971 et 1980 ont 1,9 fois plus de chances de discuter de politique parfois (et 3,5 fois plus de ne pas en discuter jamais), plutôt que souvent. Ils ont également 1,9 fois plus de chances de ne pas être intéressés par la politique, et 1,4 fois plus de considérer que « les responsables politiques ne se préoccupent pas des gens comme [nous] » plutôt que l'inverse. Or, ces individus sont arrivés sur la scène politique française dans les années 1990, une période où les affaires de financements publics concernaient tant la gauche que la droite, et où Jospin déclarait que l'« État ne [pouvait] pas tout » – alors que seize ans auparavant la gauche voulait « changer la vie ». Une partie significative de cette cohorte a vraisemblablement été marquée par ce climat politique dans ses premières années d'adulte. Ici, on retrouve une hypothèse de socialisation. Pour aller dans ce sens, on pourra noter que la cohorte des individus nés en 1981 et après semble moins en retrait que celle qui l'a immédiatement précédée : elle a ainsi moins de chances de ne pas s'aligner politiquement, de ne pas s'intéresser ou de discuter politique. On peut y voir aussi l'incidence de la période d'entrée dans l'âge électoral : cette cohorte est arrivée à la politique à des moments un peu moins frappés par les affaires mais davantage polarisés entre la gauche et la droite, notamment en raison de l'action de Sarkozy.

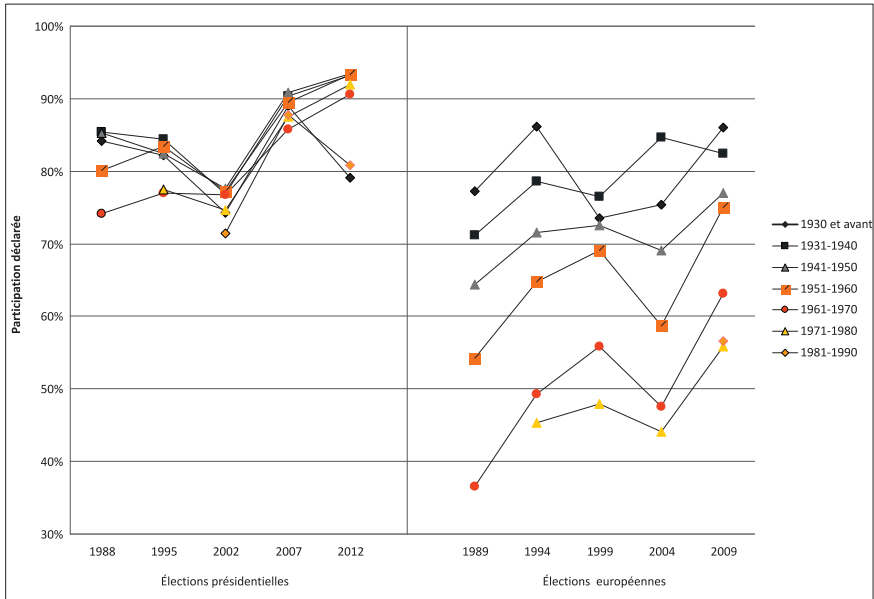
Enfin, Dalton (2007) propose une dernière interprétation aux évolutions constatées dans les pays occidentaux. Selon lui, on passerait d'une « citoyenneté de devoir » (*duty-based citizenship*) à une « citoyenneté de l'engagement » (*engaged citizenship*). Conséquemment, les normes associées au « bon citoyen » auraient considérablement évolué dans les dernières décennies. La dimension des devoirs (voter, obéir aux lois, faire allégeance à l'État-nation, être prêt à mourir pour son pays), que l'on retrouve aussi dans la citoyenneté « de scrupule » (Duchesne, 1997), serait sur le déclin au profit d'une vision de la citoyenneté fondée sur

l'autonomie individuelle et l'engagement (se faire sa propre opinion, être actif en politique et dans les associations, soutenir les plus démunis).

Cette érosion de la citoyenneté de devoir correspond bien aux évolutions du rapport au vote. Le vote n'est clairement plus automatique. Dès 1997, l'abstentionnisme n'est plus simplement le signe d'un rejet du système politique ; il existe un volant d'« abstentionnistes dans le jeu » (Muxel, 2003) et le vote, tout comme l'abstention, deviennent des comportements plus intermittents (Héran, 2004). Ainsi, Stéphane Jugnot (2007) estime la proportion d'électeurs intermittents à 40,2 %. Comme attendu par la théorie du moratoire politique, cette proportion est maximale chez les jeunes (plus d'un sur deux jusqu'à 34 ans), mais, plus étonnamment, il reste encore 40 % d'électeurs intermittents chez les 45-49 ans – âge où le moratoire politique a pris fin selon toute vraisemblance.

Derrière cette persistance de l'intermittence du vote, on retrouve l'impact du renouvellement générationnel et le changement du rapport à la citoyenneté qu'il porte. On a comparé la déclaration de vote des différentes cohortes aux élections présidentielles, les plus mobilisatrices, et européennes, de loin les moins mobilisatrices (Graphique 7).

GRAPHIQUE 7. – *Les cohortes aux urnes : une comparaison entre les élections présidentielles et européennes*



Source : Enquêtes postélectorales CEVIPOF-Sofrès 1988 et 1995 ; panel électoral français 2002 ; enquête postélectorale CEVIPOF-ministère de l'Intérieur-IFOP 2007 ; enquête électorale française 2012 ; *European electoral studies*, 1989, 1994, 1999, 2004, 2009.

Lecture : Proportions de votes déclarés (plutôt que d'abstentions) dans les différentes cohortes aux élections présidentielles et européennes depuis 1988.

On reproche souvent aux études sur l'abstention qui se fondent sur des sondages et donc sur les déclarations des personnes interrogées d'être biaisées. Certains répondants peuvent en effet cacher leur comportement réel en se pliant à la désirabilité sociale de la « norme civique »²⁶. Pourtant, les différences de comportement déclaré face aux deux scrutins sont frappantes. Pour les élections présidentielles, les cohortes ne se distinguent quasiment pas. Cela vaut que ces élections aient été ou non marquées par une forte ou une (relativement) faible mobilisation, ou que les cohortes soient anciennes ou récentes. L'élection présidentielle semble donc « faire le plein » dans toutes les cohortes, si l'on tient compte du volant d'abstentions systémiques (maladies, incapacités diverses, etc.). La situation est fondamentalement différente pour les élections européennes : cette fois, plus une cohorte est récente, moins elle est susceptible de participer. C'est particulièrement vrai pour les cohortes nées après 1950, comme dans les analyses précédentes. Ici, deux interprétations peuvent être faites : les variations entre cohortes sont dues soit à de réelles différences de comportement, soit à une plus ou moins grande prégnance de la norme civique. Mais quoi qu'il en soit, cela dénote un rapport différencié au vote. Les cohortes anciennes tendent soit à être des votants constants, soit sont plus sensibles au vote « par devoir » (et cacheraient donc davantage leur abstention). À l'inverse, les cohortes récentes ont un rapport au vote plus conjoncturel, entre le haut des mobilisations pour les élections présidentielles et le bas pour les européennes. Si, dans la cohorte des individus nés dans les années 1931-1940, la participation déclarée varie de 8 points, au sein des cohortes de *baby-boomers* elle oscille de 14 points, pour atteindre 22 points parmi les individus nés dans les années 1960, et 31 points parmi ceux nés en 1970 et après. Clairement, la nature de l'élection compte dans les cohortes récentes. Si l'élection paraît importante (enjeux, campagne, etc.), la mobilisation est maximale et similaire à celle des cohortes anciennes. En revanche, si l'élection paraît de second ordre, alors la part des individus qui s'abstient grossit considérablement. Ce n'est donc pas une rupture de lien avec la politique qui caractérise ces individus, on ne verrait pas de retour aux urnes au sein des cohortes récentes à l'occasion des scrutins majeurs. Ces électeurs conjoncturels – qui choisissent ou non de se déplacer – sont plutôt représentatifs de l'émergence d'une « citoyenneté de droit individuel », qu'ils exercent s'ils en voient l'intérêt.

*
* *

Trop souvent, l'analyse sociopolitique se fonde sur deux des trois conjugaisons des temps sociologiques : la période et l'âge. Pourtant, la troisième ne doit pas être négligée : le renouvellement générationnel n'est pas neutre politiquement. L'électorat qui vient n'est pas le même que celui qui part, tant en matière de valeurs que d'ancrages idéologiques et de rapport au rôle de citoyen. Surtout, si les évolutions qu'on a montrées ici se confirment et s'appliquent aux cohortes à venir, elles auront une importance croissante dans le destin électoral du pays. Déjà aujourd'hui, d'un scrutin à l'autre, les variations de participation sont massives et sans précédent. À la fin des années 1970, il n'y avait que 22 points d'écart de participation entre les élections européennes (1979) et législatives (1978). Entre

26. L'étude des listes d'émargement échappe clairement à ce biais de mesure.

l'élection présidentielle de 2007 et les européennes de 2009, cet écart a atteint 43 points. À mesure que les cohortes du « vote de devoir » seront remplacées par celles du « vote de droit », il y a fort à parier que ces écarts ne feront que s'amplifier. Qu'on le déplore ou non, c'est une évolution qui semble pour l'heure difficile à inverser. Cette montée en puissance d'un électeur conjoncturel n'est pas la nouvelle preuve d'une crise de la démocratie. Les cohortes récentes s'intéressent moins à la politique et en parlent moins que ce que leurs autres caractéristiques sociales (notamment le diplôme) laissaient prévoir. Elles sont également plus distantes avec le personnel politique. Mais d'abord, ce n'est pas le cas de tous les individus dans ces cohortes. Ensuite, ces cohortes se mobilisent pour jouer leur rôle dans les urnes dès lors que l'enjeu est suffisamment important. Enfin, le renouvellement générationnel va de pair avec une progression des valeurs de tolérance. En cela, nos résultats confirment les travaux sur les évolutions de la xénophobie ou de l'homophobie en France (Mayer et Roux, 2004 ; Schweisguth, 1998).

Au final, le renouvellement générationnel paraît être une clé de lecture essentielle à la compréhension des évolutions sociales et politiques françaises, au même titre que le vieillissement de la population, l'immigration ou les évolutions du marché du travail. On ne peut donc que plaider pour que la sociologie politique suive l'exemple de la sociologie générale en recourant plus systématiquement à l'analyse cohortale.

Vincent TIBERJ

Centre d'études européennes (CEE) – Sciences Po
27, rue Saint-Guillaume
75337 Paris cedex 07

vincent.tiberj@sciences-po.fr

ANNEXE 1. – Le recodage de la variable de placement gauche/droite

Les « Eurobaromètres » ont choisi de mesurer le positionnement gauche/droite d'une telle manière que le recodage de cette variable ne va pas de soi. La question est libellée comme suit :

« À propos de politique, les gens parlent de "droite" et de "gauche". Vous-même, voudriez-vous situer votre position sur cette échelle ? » (MONTRER CARTE)
(ENQ.: NE RIEN SUGGÉRER. SI LA PERSONNE HÉSITE, INSISTER)

GAUCHE									DROITE
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

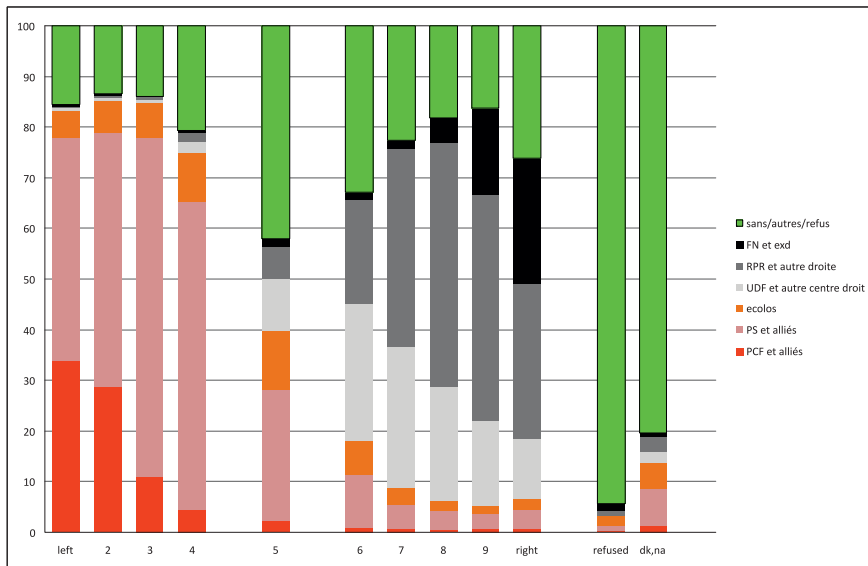
Refus..... 11
NSP..... 12

Dans la tradition française ou américaine, on demande aux personnes interrogées de se placer sur une échelle en sept positions. L'« European social survey » utilise une échelle en 11 positions. Dans les deux cas, il existe bien une réponse centrale, à la différence de la variable « Eurobaromètre ». Mathématiquement, le centre d'une telle échelle se situe à 5,5. Une application stricte de ce calcul voudrait donc que l'on assimile les réponses centrales aux modalités 5 et 6, tandis que la gauche rassemblerait les modalités 1 à 4 et la droite les modalités 7 et plus.

Une autre solution est envisageable. On peut postuler que les personnes interrogées ne font pas ce calcul et considèrent uniquement la case 5 comme la case « ni de gauche ni de droite ». Dans ce cas, la gauche garde les mêmes modalités de réponse et la modalité 6 est considérée comme une réponse de droite. Dans les deux cas, les « refus » et les « ne sait pas » sont versés avec les modalités centrales.

L'enjeu essentiel est donc ici de statuer sur la frontière entre « ni de gauche, ni de droite » et droite. Pour trancher entre ces deux découpages, on a analysé les intentions de vote mesurées dans les « Eurobaromètres »²⁷. Il faut rester prudent puisque l'on cumule des vagues d'enquête et donc des contextes politiques très différents entre le milieu des années 1970 et la fin des années 1990 (par exemple concernant le Front national ou les écologistes). De la même façon, les intentions de vote mesurées dans les années électorales n'ont vraisemblablement pas le même sens que celles mesurées dans les périodes de « politique ordinaire ». Néanmoins, pour l'enjeu de cette annexe, on peut tirer suffisamment d'enseignements de ces données hétérogènes.

GRAPHIQUE 8. – *Les intentions de vote déclarées selon le placement gauche/droite*



Source : *The Mannheim Eurobarometer Trend File 1970-2002*.

Lecture : Pourcentages d'intentions de vote selon le positionnement gauche/droite.

Bien sûr, il n'y a pas stricte adéquation entre se positionner idéologiquement dans un camp et avoir l'intention de voter pour un parti de ce même camp. On peut expliquer cette porosité relative soit par un manque de compétence politique, soit par une logique de « transfuge » dont on retrouve trace dans nombre d'élections et de pays. Enfin, il se peut que dans certains contextes des électeurs de gauche aient souhaité voter à droite pour sanc-

27. La variable en question, VOTEINT, dans le fichier cumulé des « Eurobaromètres », mesure les intentions de vote à des élections législatives anticipées.

tionner les gouvernements socialistes, tout comme des électeurs de droite ont pu vouloir faire de même en faveur de la gauche.

Quoi qu'il en soit, ce simple tri croisé appuie notre recodage. La différence entre les individus se positionnant en cases 4 et 5 est flagrante. Les premiers sont 65 % à avoir l'intention de voter communiste ou socialiste et près de 10 % écologiste (même si le sens de ce vote est polysémique) quand 21 % s'abstiendraient ou refusent de répondre. Les partis de droite recueillent moins de 5 % de leurs suffrages. Les seconds se distinguent de deux façons : d'abord par leur plus fort niveau d'indécision ou de retrait puisque 42 % disent ne pas savoir, refusent de répondre ou s'abstiendraient, ensuite par la chute brutale des intentions de vote pour la gauche (28 %) quand la droite et l'extrême-droite totalisent 18 %. Ces répondants ne sont pas sans rappeler la polysémie des répondants des cases centrales des autres mesures de placement politique : elles rassemblent de vrais centristes idéologiques mais aussi des électeurs ordinaires qui marquent par cette réponse leur incompétence politique, ou des électeurs qui ne se retrouvent pas dans les partis traditionnels.

La frontière entre gauche et non-gauche est claire. Qu'en est-il avec la droite ? C'est particulièrement du statut de la case 6 dont il s'agit ici. Les répondants qui l'utilisent sont différents politiquement de ceux qui choisissent la case 5. La droite et l'extrême-droite rassemblent 49 % de leurs suffrages quand la gauche traditionnelle n'en a plus que 11 % et les écologistes 7 %. Ils restent cependant marqués par un retrait du politique puisqu'environ un tiers d'entre eux s'abstiendraient ou ne sauraient pas pour qui voter. Clairement, les répondants de la case 6 constituent un cas intermédiaire entre ceux de la case 5 et ceux de la case 7, mais ils se rapprochent plus des seconds que des premiers, notamment par leur centre de gravité électorale marqué à droite (surtout si l'on ne s'intéresse qu'aux intentions exprimées). En conséquence, les placer à droite paraît plus justifié que de les considérer comme des *alter ego* des répondants de la case 5.

En choisissant de ne pas exclure les « ne sait pas » et les « refus de répondre » et en les regroupant avec les répondants de la case 5, on assume d'avoir accentué le caractère « retrait du politique » de ce code au détriment des centristes idéologiques.

ANNEXE 2. – *La mesure des préférences normatives*

On se propose ici de rappeler à grands traits la méthode suivie pour construire les mesures des préférences culturelles et socio-économiques des électeurs. Le lecteur qui souhaite en savoir plus pourra se référer à notre article « La politique des deux axes : variables sociologiques, valeurs et votes en France (1988-2007) » et notamment à son annexe méthodologique.

Nous avons deux objectifs : 1) la comparabilité dans le temps ; et 2) la robustesse des mesures empiriques des dimensions socio-économiques et culturelles.

Les enquêtes électorales françaises sont caractérisées par une faible culture des séries de questions. C'est ainsi qu'entre 1988 et 2012, seules deux questions de valeurs socio-économiques ont été posées systématiquement ; les opinions à l'égard des privatisations et à l'égard du profit. La situation est moins mauvaise pour les valeurs culturelles puisque l'on dispose de séries sur la peine de mort, le nombre d'immigrés ou encore le rôle de l'école. Mais, dans les deux cas, on ne dispose pas du nombre minimum de questions sur l'ensemble de la période pour constituer des échelles d'attitudes suffisamment robustes et fiables.

Face à cette situation, nous avons émis les postulats suivants :

1) À la suite de la littérature sur la question, il existe bien deux dimensions de valeurs, l'une culturelle, l'autre socio-économique.

2) Les questions de sondage disponibles sont donc autant d'épreuves pour mesurer ces préférences normatives.

3) Certaines questions sont plus à même de le faire que d'autres.

Dès lors, il s'agissait, à partir des méthodes d'analyse de données, d'extraire des facteurs pour chaque dimension de valeurs et chaque enquête (soit au final 5*2 cas). Pour ce faire, nous avons eu recours à des analyses en composante principale, des analyses factorielles et des analyses de correspondances dédoublées, avec des résultats très concordants.

Pour assurer la comparabilité de ces facteurs, on a mené plusieurs opérations. 1) Nous avons sélectionné un sous-ensemble de questions, celles qui avaient été posées à au moins deux reprises, considérant que leur reproduction était significative de leurs qualités intrinsèques ; 2) nous avons également normé-centré les différents facteurs : tous sont de moyenne 0 et une unité correspond à un écart type ; 3) on s'est efforcé de vérifier que les facteurs mesuraient bien le même phénomène en analysant leurs relations dans le temps avec différentes variables d'intérêt.

Cette démarche ne permet pas de mesurer les évolutions des électeurs dans le temps en matière de préférences socio-économiques ou politiques (ce qui aurait été possible avec une échelle d'attitudes ou encore avec des techniques comme le *mood*), mais l'on dispose d'une mesure de leurs positions relatives par rapport à l'ensemble de leur échantillon sur ces dimensions. On peut dire s'ils appartiennent aux 10 % les plus conservateurs culturellement, en 2012 ou en 1988. L'objectif reste ici de vérifier si une différence de positionnement individuel sur le facteur socio-économique, le facteur culturel ou sur les deux, induit des positionnements idéologiques différents.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALGAN Y., CAHUC P., 2007, *La société de défiance : comment le modèle social français s'autodétruit*, Paris, Éditions Rue d'Ulm.
- ATTIAS-DONFUS C., 1988, *Sociologie des générations. L'empreinte du temps*, Paris, Presses Universitaires de France.
- BOURDIEU P., 1977, « Questions de politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 16, p. 55-89.
- BUTLER D., STOKES D. E., 1970, *Political change in Britain : forces shaping electoral choice*, New York (NY), St Martin's Press.
- CAMPBELL A., CONVERSE P., MILLER W., STOKES D. E., 1960, *The American voter*, New York (NY), Wiley.
- CARTIER M., SPIRE A., 2011, « Approches générationnelles du politique », *Politix*, 96, p. 7-15.
- CHAUVEL L., 1998, *Le destin des générations : structure sociale et cohortes en France au XX^e siècle*, Paris, Presses Universitaires de France.
- CHAUVEL L., 2010, « Comment définir les victimes du changement social cohorte ? », *Regards croisés sur l'économie*, 7, p. 28-43.
- CHICHE J., LE ROUX B., PERRINEAU P., ROUANET H., 2000, « L'espace politique des électeurs français à la fin des années 1990 : nouveaux et anciens clivages, hétérogénéité des électorats », *Revue française de science politique*, 50, 3, p. 463-487.
- CHICHE J., HAEGEL F., TIBERJ V., 2004, « Érosion et mobilité partisans », dans B. CAUTRÈS, N. MAYER (dir.), *Le nouveau désordre électoral*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 253-277.
- CONVERSE P., 1964, « The nature of belief systems in mass publics », dans D. E. APTER (ed.), *Ideology and discontent*, New York (NY), Free Press, p. 206-261.

- CONVERSE P., 1976, *The dynamics of party support : cohort analyzing party identification*, Beverly Hills (CA), Sage.
- CONVERSE P., PIERCE R., 1993, « Comment on Fleury and Lewis-Beck : “Anchoring the French voter : ideology versus party” », *Journal of politics*, 55, 4, p. 1110-1117.
- COTTEREAU A., 1979, « Les jeunes contre le boulot : une histoire vieille comme le capitalisme industriel », *Autrement*, 21, p. 197-206.
- DALTON R. J., 1988, *Citizen politics : public opinion and political parties in advanced industrial democracies*, Chatham, Chatham House.
- DALTON R. J., 2007, *The good citizen : how a younger generation is reshaping American politics*, Washington (DC), CQ Press.
- DARGENT C., 2003, « Les musulmans déclarés en France : affirmation religieuse, subordination sociale et progressisme politique », *Les Cahiers du CEVIPOF*, 34, p. 2-42.
- DARGENT C., 2004, « La religion, encore et toujours », dans B. CAUTRÈS, N. MAYER (dir.), *Le nouveau désordre électoral : les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 161-183.
- DENNI B., 2011, « Le conservatisme des seniors : une affaire d'âge », dans A. MUXEL (dir.), *La politique au fil de l'âge*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 113-160.
- DROUIN V., 1995, *Enquête sur la génération et la politique 1958-1995*, Paris, L'Harmattan.
- DUCHESNE S., 1997, *Citoyenneté à la française*, Paris, Presses de Sciences Po.
- EASTON D., DENNIS J., 1969, *Children in the political system : origins of political legitimacy*, New York (NY), McGraw Hill.
- ERIKSON R., MACKUEN M., STIMSON J., 2002, *The macro polity*, New York (NY), Cambridge University Press.
- FLEURY C., LEWIS-BECK M., 1993, « Anchoring the French voter : ideology versus party », *Journal of politics*, 55, 4, p. 1100-1109.
- FRANKLIN M., 2004, *Voter turnout and the dynamics of electoral competition in established democracies since 1945*, New York (NY), Cambridge University Press.
- GAXIE D., 1978, *Le cens caché : inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil.
- GRUNBERG G., SCHWEISGUTH É., 1983, « Le virage à gauche des couches moyennes salariées » dans G. LAVAU, G. GRUNBERG, N. MAYER (dir.), *L'univers politique des classes moyennes*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 351-371.
- GRUNBERG G., SCHWEISGUTH É., 1990, « Libéralisme culturel, libéralisme économique », dans CEVIPOF, *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 45-70.
- GRUNBERG G., SCHWEISGUTH É., 1997, « Les recompositions idéologiques », dans D. BOY et N. MAYER (dir.), *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 139-178.
- HÉRAN F., 2004, « Voter toujours, parfois... ou jamais », dans B. CAUTRÈS, N. MAYER (dir.), *Le nouveau désordre électoral : les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 351-367.
- HOUTMAN D., ACHTERBERG P., DERKS A., 2008, *Farewell to the leftist working class*, New York (NY), Transaction Publishers.
- INGLEHART R., 1977, *The silent revolution : changing values and political styles among Western publics*, Princeton (NJ), Princeton University Press.

- JENNINGS K., 1987, « Residues of a movement : the aging of the American protest generation », *American political science review*, 81, 2, p. 367-382.
- JOSHUA F., 2007, « Les conditions de (re)production de la LCR. L'approche par les trajectoires militantes », dans F. HAEGEL (dir.), *Partis politiques et systèmes partisans en France*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 25-67.
- JUGNOT S., 2007, « La participation électorale en 2007 : la mémoire de 2002 », *Insee première*, 1169.
- KNUTSEN O., 1996, « The impact of old politics and new politics value orientations on party choice : a comparative study », dans L. HALMAN, N. NEVITTE (eds.), *Political value change in Western democracies. Integration, values, identification and participation*, Tilburg, Tilburg University Press, p. 153-192.
- KRIESI H., 1998, « The transformation of cleavage politics. The 1997 Stein Rokkan lecture », *European journal of political research*, 33, p. 165-185.
- KRIESI H., GRANDE E., LACHAT R., DOLEZAL M., BORNSCHIER S., FREY T., 2008, *West European politics in the age of globalization*, Cambridge, Cambridge University Press.
- LAVABRE M.-C., 1994, *Le fil rouge, sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de Sciences Po.
- LE HAY V., 2009, « Le panel électorale français 2007 : enjeux de méthode », dans B. CAUTRÈS, A. MUXEL (dir.), *Comment les électeurs font-ils leur choix ? Le panel électorale français 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 259-284.
- LE HAY V., COUSTEAUX A.-S., CHANVRIL F., LESNARD L., 2011, « Trajectoires d'entrée dans l'âge adulte et États-providence », *Informations sociales*, 165-166, p. 16-24.
- LEWIS J. 1992, « Gender and the development of welfare regimes », *Journal of European social policy*, 2, 3, p. 159-173.
- MANNHEIM K., [1928] 1990, *Le problème des générations*, Paris, Nathan.
- MARCEL S., WITKOWSKI D., 2003, « Il faut sauver le clivage gauche-droite », dans SOFRÈS, *L'État de l'opinion 2003*, Paris, Le Seuil, p. 95-122.
- MARTIN P., 2000, *Comprendre les évolutions électorales, la théorie des réalignements revisitée*, Paris, Presses de Sciences Po.
- MAYER N., 2007, « Comment Nicolas Sarkozy a rétréci l'électorat Le Pen », *Revue française de science politique*, 57, 3-4, p. 429-445.
- MAYER N., ROUX G., 2004, « Des votes xénophobes ? », dans B. CAUTRÈS, N. MAYER (dir.), *Le nouveau désordre électoral : les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 97-117.
- MICHELAT G., SIMON M., 1977, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de Sciences Po/Éditions sociales.
- MICHELAT G., TIBERJ V., 2007, « Gauche, centre, droite et vote : permanence et mutation d'un clivage », *Revue française de science politique*, 57, 3, p. 371-392.
- MUXEL A., 2001a, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- MUXEL A., 2001b, « Les choix politiques des jeunes à l'épreuve du temps : une enquête longitudinale », *Revue française de science politique*, 51, 3, p. 409-430.
- MUXEL A., 2003, « La poussée des abstentions : protestation, malaise, sanction », dans P. PERRINEAU, C. YSMAL (dir.), *Le vote de tous les refus : les élections présidentielles et législatives de 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 125-160.
- PERCHERON A., 1974, *L'univers politique des enfants*, Paris, Presses de Sciences Po.
- PERCHERON A., 1993, *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin.

- PERCHERON A., CHICHE J., 1988, « Classes d'âge en question », *Revue française de science politique*, 38, 1, p. 107-124.
- PERCHERON A., JENNINGS K., 1981, « Political continuities in French families. A new perspective on an old controversy », *Comparative politics*, 13, 4, p. 421-436.
- PERRINEAU P., 2003, *Le désenchantement démocratique*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- PEUGNY C., 2009, *Le déclassement*, Paris, Grasset.
- ROUBAN L., 2004, « Le vote des retraités », *Revue administrative*, 337, p. 66-74.
- SCHWEISGUTH É., 1998, « France : le mythe du néoconservatisme », *Futuribles*, 227, p. 21-34.
- SCHWEISGUTH É., 2002, « La dépolitisation en questions », dans G. GRUNBERG, N. MAYER, P. SNIDERMAN (dir.), *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 51-85.
- SOCIOLOGICAL METHODS AND RESEARCH, 2008, 36, 3.
- STIMSON J., TIBERJ V., THIÉBAUT C., 2010, « Le mood, un nouvel instrument au service de l'analyse dynamique des opinions : application aux évolutions de la xénophobie en France (1999-2009) », *Revue française de science politique*, « Regards croisés sur les élections », 60, 5, p. 901-926.
- THOMAS H., 1996, *Vieillesse dépendante et désinsertion politique*, Paris, L'Harmattan.
- TIBERJ V., 2004, « Compétence et repérages politiques en France et aux États-Unis : une contribution au modèle de "l'électeur raisonnant" », *Revue française de science politique*, 54, 2, p. 261-287.
- TIBERJ V., 2012, « La politique des deux axes : variables sociologiques, valeurs et votes en France (1988-2007) », *Revue française de science politique*, 62, 1, p. 71-106.
- TIBERJ V., SIMON P., 2012, « La fabrique du citoyen : origines et rapport au politique en France », *Document de travail de l'INED*, 175, série « Trajectoires et origines (teo) enquête sur la diversité des populations en France », http://www.ined.fr/fichier/t_publication/1573/publi_pdf1_175.pdf.
- TOURNIER V., 2004, « Générations politiques », dans B. CAUTRÈS, N. MAYER (dir.), *Le nouveau désordre électoral : les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Science Po, p. 229-252.
- VAN DE VELDE C., 2008, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, Presses Universitaires de France.
- VIRIOT-DURANDAL J.-P., 2003, *Le pouvoir gris : sociologie des groupes de pression de retraités*, Paris, Presses Universitaires de France.
- WLEZIEN C., 1995, « The public as thermostat : dynamics of preferences for spending », *American journal of political science*, 39, 4, p. 981-1000.